**COMMUNAUTE URBAINE
DE
BORDEAUX**

**CONSEIL DE COMMUNAUTE
SEANCE PUBLIQUE DU VENDREDI 26 MARS 2010 A 09 H 30
(Convocation du 15 mars 2010)**

Aujourd'hui vendredi vingt six mars deux mil dix à 09 h 30 le Conseil de la Communauté Urbaine de BORDEAUX s'est réuni, dans la salle de ses séances sous la présidence de M. Vincent FELTESSE, Président de la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

ETAIENT PRESENTS :

M. FELTESSE Vincent, M. JUPPE Alain, M. DAVID Alain, M. CAZABONNE Alain, Mme BOST Christine, M. BRON Jean-Charles, Mme CARTRON Françoise, M. CHAUSSET Gérard, Mme CURVALE Laure, M. DUCHENE Michel, M. DUPRAT Christophe, M. FAVROUL Jean-Pierre, Mme FAYET Véronique, M. GAUTE Jean-Michel, M. GAÛZERE Jean-Marc, M. GUICHARD Max, M. HERITIE Michel, Mme ISTE Michèle, M. LABARDIN Michel, M. LABISTE Bernard, M. LAMAISON Serge, Mme LIRE Marie Françoise, M. OLIVIER Michel, M. PUJOL Patrick, M. ROSSIGNOL Clément, M. SAINTE-MARIE Michel, M. TURON Jean-Pierre, Mme DE FRANCOIS Béatrice, M. MAURRAS Franck, M. SOUBABERE Pierre, M. AMBRY Stéphane, M. ANZIANI Alain, M. ASSERAY Bruno, Mme BALLOT Chantal, M. BAUDRY Claude, M. BOBET Patrick, Mme BONNEFOY Christine, M. BOUSQUET Ludovic, Mme BREZILLON Anne, M. BRUGERE Nicolas, M. CHARRIER Alain, Mme CHAVIGNER Michèle, Mme COLLET Brigitte, M. COUTURIER Jean-Louis, M. DANJON Frédéric, M. DAVID Jean-Louis, Mme DELATTRE Nathalie, M. DELAUX Stéphan, Mlle DELTIMPLE Nathalie, Mme DESSERTINE Laurence, Mme DIEZ Martine, M. DOUGADOS Daniel, M. DUART Patrick, M. DUBOS Gérard, M. DUPOUY Alain, M. EGRON Jean-François, Mme EWANS Marie-Christine, Mme FAORO Michèle, M. FEUGAS Jean-Claude, Mme FOURCADE Paulette, M. GALAN Jean-Claude, M. GARNIER Jean-Paul, M. GUICHEBAROU Jean-Claude, M. GUICHOUX Jacques, M. GUYOMARC'H Jean-Pierre, Mme HAYE Isabelle, M. HURMIC Pierre, M. JOANDET Franck, M. JOUBERT Jacques, M. LAGOFUN Gérard, Mme LAURENT Wanda, M. MANGON Jacques, M. MAURIN Vincent, Mme MELLIER Claude, M. MERCIER Michel, M. MILLET Thierry, M. MOGA Alain, M. MOULINIER Maxime, Mme NOEL Marie-Claude, M. PAILLART Vincent, Mme PARCELIER Muriel, M. PENEL Gilles, M. PEREZ Jean-Michel, M. QUANCARD Denis, M. QUERON Robert, M. RAYNAL Franck, M. RESPAUD Jacques, M. ROBERT Fabien, Mme SAINT-ORICE Nicole, M. SENE Malick, M. SIBE Maxime, M. SOLARI Joël, Mme TOUTON Elisabeth, M. TRIJOULET Thierry, Mme WALRYCK Anne.

EXCUSES AYANT DONNE PROCURATION :

M. JUPPE Alain à M. DUCHENE Michel à partir de 12h50	Mme DELATTRE Nathalie à Mme COLLET Brigitte à partir de 12h46
M. DAVID Alain à M. EGRON Jean-François à partir de 10h30	M. DELAUX Stéphan à M. JOUBERT Jacques à partir de 11h55
M. BENOIT Jean-Jacques à M. SAINTE-MARIE Michel	Mme DELTIMPLE Nathalie à M. DUBOS Gérard à partir de 10h45
M. CAZABONNE Didier à M. CAZABONNE Alain	Mme DESSERTINE Laurence à Mme LIRE Marie-Françoise à partir de 12h15
Mme CURVALE Laure à M. CHAUSSET Gérard à partir de 10h45	M. DUCASSOU Dominique à Mme. CHAVIGNER Michèle
M. FAVROUL Jean-Pierre à M. GAUZERE à partir de 11h30	Mlle. EL KHADIR Samira à M. MOULINIER Maxime
M. FLORIAN Nicolas à M. GUICHEBAROU Jean-Claude	M. GUILLEMOTEAU Patrick à M. ANZIANI Alain
M. FREYGEFOND Ludovic à M. LABISTE Bernard	M. JOANDET Franck à M. ROSSIGNOL Clément à partir de 10h50
M. GELLE Thierry à M. GARNIER Jean-Paul	M. JUNCA Bernard à M. BOBET Patrick
M. HERITIE Michel à M. LAGOFUN Gérard à partir de 12h	M. LOTHAIRE Pierre à M. BRUGERE Nicolas
M. LAMAISON Serge à Mme BALLOT Chantal à partir de 10h15	M. MANGON Jacques à M. BOUSQUET Ludovic à partir de 10h25
M. PIERRE Maurice à Mme. CARTRON Françoise	M. MILLET Thierry à M. QUANCARD Denis à partir de 12h15
M. SEUROT Bernard à M. LABARDIN Michel	M. MOGA Alain à Mme PARCELIER Muriel à partir de 12h15
M. SOUBIRAN Claude à M. DUPRAT Christophe	Mme. PIAZZA Arielle à Mme. BREZILLON Anne
M. TOUZEAU Jean à Mme. FAORO Michèle	M. POIGNONEC Michel à M. PUJOL Patrick
Mme. LACUEY Conchita à M. COUTURIER Jean-Louis	M. RAYNAUD Jacques à M. MERCIER Michel
M. BONNIN Jean-Jacques à Mme. BONNEFOY Christine	M. REIFFERS Josy à M. SOLARI Joël
Mme. CAZALET Anne-Marie à M. SIBE Maxime	M. RESPAUD Jacques à M. PEREZ Jean-Michel à partir de 10h10
M. CAZENAVE Charles à M. GUYOMARC'H Jean-Pierre	M. ROBERT Fabien à Mme LAURENT Wanda à partir de 10h25
Mlle. COUTANCEAU Emilie à M. DOUGADOS Daniel	M. ROUYEYRE Matthieu à Mme DIEZ Martine
M. DAVID Yohan à M. QUERON Robert	Mme TOUTON Elisabeth à Mme WALRYCK Anne à partir de 11h30

LA SEANCE EST OUVERTE

M. le Président Vincent FELTESSE souhaite la bienvenue à ses collègues pour ce Conseil de Communauté du 26 mars. Il rappelle que le prochain Conseil se tiendra le 16 avril, soit juste avant les vacances de Pâques, au cours duquel ils auront sûrement des décisions à prendre sur la question du vote des taux de TPU et TEOM. Il souligne que le Code Général des Collectivités Territoriales leur impose de voter les taux avant le 15 avril, mais dans la mesure où la Communauté a reçu les bases il y a seulement quelques jours, il a été demandé au Préfet si la CUB pouvait disposer d'un délai de 24 h, qui lui a été accordé, ce qui ne met pas notre établissement à l'abri d'un éventuel recours de tiers.

Puis il communique un certain nombre d'informations, et notamment que ce matin, en même temps que le Conseil de Communauté, se déroule l'élection du Président du Conseil Régional. Certains de leurs collègues sont donc absents pour assister à la plénière de la Région, et il pense notamment à Émilie COUTANCEAU, à Ludovic FREYGEFOND, Patrick GUILLEMOTEAU, ou Nicolas FLORIAN, les deux derniers étant nouvellement élus, et il les en félicite.

Toujours en termes de dates, il indique que l'on est en train de monter en puissance au niveau de la concertation sur le franchissement Jean-Jacques Bosc, pour lequel commence un cycle de réunions publiques, dont la première aura lieu à Bordeaux, salle du Conseil, à 19 h 30, le mardi 31 mars, et il y aura ensuite une réunion à Bègles et à Floirac.

Puis il précise qu'il interrompra un moment la séance de ce Conseil de Communauté de manière formelle, pour laisser Nicolas MICHELIN, qui est lauréat du plan guide sur les Bassins à Flots, leur présenter cette belle opération structurante, ce qui leur permettra aussi d'avoir quelques compléments d'informations.

DÉSIGNATION D'UN SECRÉTAIRE ET D'UN SECRÉTAIRE ADJOINT

M. le Président Vincent FELTESSE propose de désigner **MM. PUJOL et ROSSIGNOL** pour assurer respectivement les fonctions de Secrétaire et de Secrétaire Adjoint de la séance, et enregistre l'accord du Conseil.

AFFAIRE RETIRÉE

L'affaire 2010/031/78 « BP 3000 - Modification des grilles tarifaires » a été retirée.

AMÉLIORATION DES REGLES DE FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNAUTAIRES – APPLICATION DE LA DELIBERATION 2008/0199 DU 18 AVRIL 2008 modifiée.

POLE ADMINISTRATION ET FONCIER
Direction de l'Action foncière

- 2009/1280 du 10/08/2009 - Désignation d'avocat - EYSINES – 114 bis rue Bertrand Triat - Consorts MALBERT - 011.6227.0200.A500.
- 2009/1722 du 7/09/2009 - Désignation d'avocat - BEGLES 14 rue de Solférino et 17 rue Pauly - SOLFERINO WILSON - 011.6227.0200.A500.
- 2009/1723 du 09/2009 - Désignation d'avocat - BLANQUEFORT – 42 avenue du XI Novembre - Consorts ORNON - 011.6227.0200A500.
- 2009/1831 du 17/09/2009 - Désignation d'avocat - LE TAILLAN MEDOC – chemin des Graves - M. ITHURRART - 011.6227.0200.A500.
- 2009/1867 du 29/09/2009 - Fixation du prix - EYSINES rue Bertrand Triat - Consorts MALBERT - 18 450 € - 2111.8240.A430.HAA.
- 2009/1889 - du 1/10/2009 - Désignation d'avocat - BEGLES – 7 rue de la Moulinatte – SCI du Grand Port - 011.6227.0200.A500.
- 2009/1959 du 22/10/2009 - Désignation d'avocat - BORDEAUX – 47 et 49 rue Bourdon – SCI ELDE et M. RODIGUES DA SILVA - 011.6227.0200.A500.
- 2009/2005 du 28/10/2009 - Désignation d'avocat - BEGLES 216 rue des Quatre Castéra – M. JAUBERT - 011.6227.0200.A500.
- 2009/2013 du 2/11/2009 - Fixation du prix - LE TAILLAN MEDOC – chemin des Graves - M. ITHURRART - 27 000 € - 2111.21.8240.A430.HAA<
- 2009/2059 du 16/11/2009 - Désignation d'avocat - BORDEAUX – 2 rue Professeur Lannelongue - Consorts BELLOSTA - 011.6227.0200.A500.
- 2009/2162 du 30/11/2009 - Désignation d'avocat - SAINT-MEDARD-EN-JALLES – 144 avenue Montaigne - Mme GARDELLE - 011.6227.0200.A500.
- 2009/2191 du 30/11/2009 - Fixation du prix - BORDEAUX – 47 et 49 rue Bourdon – SCI ELDE et M. RODIGUES DA SILVA - 216 000 € - 21.2115.8240.A430.HAA.
- 2009/2252 du 15/12/2009 - Désignation d'avocat - BEGLES – 38 rue Delphin Loche – M. BASSAGAILTS - 011.6227.0200.A500.
- 2009/2298 du 23/12/2009 - Désignation d'avocat - BEGLES – rue Ambroise Croizat – M. LAJUS - 011.6227.0200.A500.

- 2010/93 du 13/01/2010 - Acquisition gratuite + travaux - VILLENAVE D'ORNON – 51 avenue Edouard Bourleaux – INRA - 43 500 € - 05.23.2315.8220.O100.VA1A.
- 2010/94 du 13/01/2010 – Acquisition - SAINT-MEDARD-EN-JALLES – angle de la rue Ambroise Paré et de la rue Marconi – Mme GUERVENO et Mme FEILLON - 11 400 € - 21.2112.822.O100.VB449.
- 2010/95 du 13/01/2010 - Acquisition gratuite - PAREMPUYRE – rue de l’Ancienne Poste – Comme.
- 2010/96 du 13/01/2010 – Cession - LORMONT – rue du Pimpin rue des Amoureux - Melle COUBARD et M. RAYE - 70 135 € - 77.775.8240.A430.
- 2010/97 du 13/01/2010 - Acquisition gratuite - LE HAILLAN – rue Victor Hugo – PROCIVIS Prévoyants - 21.2112.8220.O100.VB.
- 2010/97 du 13/01/2010 - Acquisition gratuite - BLANQUEFORT – rue des Aubiers – SARL DPI - 011.6226.0206.A410.
- 2010/99 du 13/01/2010 - Acquisition gratuite - BRUGES – 11 rue Léopold Laplante – M. JUZANX et Melle PLANA - 21.2112.822.O100.VA1A.
- 2010/100 du 13/01/2010 - Acquisition + travaux BRUGES – chemin de l’Hermite SCI La Renardière - 14 450 € - 05.21.2112.8220.O100.VB075.
- 2010/101 du 13/01/2010 – Acquisition - CENON rue Jean Cocteau – Trésorerie Générale de la Gironde - 780 € - 21.8240.2111.A430.HAA.
- 2010/102 du 13/01/2010 - Acquisition gratuite - EYSINES – avenue du Médoc – allée de l’Europe – SAS LA PETITE ROCHE et SCI SAINT MARC - 21.2112.8220.O400.VCA00.
- 2010/103 du 13/01/2010 - Acquisition gratuite + travaux - EYSINES – 39 rue des Graves – Epoux FERRET - 565 € - 21.2112.822.O100VB16204.
- 2010/104 du 13/01/2010 - Acquisition gratuite - EYSINES – rue Lucien Piet – Département de la Gironde - 21.2112.822.O100.VB162.
- 2010/105 du 13/01/2010 - Acquisition gratuite - EYSINES – rue Pierre Gauthier - M. et Mme JOUANICOT - 21.2112.822.O100.VA1A.
- 2010/106 du 13/01/2010 - Acquisition gratuite - 35 rue des Graves – Melle MAS - 05.21.2112.822.O100.VB162.
- 2010/107 du 13/01/2010 - Acquisition gratuite - EYSINES – 29 rue des Graves – Epoux TACHOIRES - 21.2112.8220.O100VB162.
- 2010/108 du 13/01/2010 - Acquisition gratuite + travaux - EYSINES 36B rue des Graves – Mme GONZALEZ - M. VERMUSE - 1 869 € - 21.2112.822.O100.VB162.

- 2010/109 du 13/01/2010 – Acquisition - EYSINES – 52 rue des Graves – Epoux ESTEVES ALVES - 175 € - 21.2112.8220.O100.VB16204.
- 2010/123 du 13/01/2010 - Prémption - Arrêté 2009/1089 du 24/09/2009 est retiré - Renonciation du droit de prémption - LE TAILLAN MEDOC – chemin des Graves - M. ITHURRART.
- 2010/124 du 13/01/2010 – Prémption - Arrêté 2009/2275 du 1/12/2009 est retiré - SAINT-MEDARD-EN-JALLES – 107 avenue Montesquieu – Mmes ARIES épouse RICHARD et ARIES épouse DARTIGUELONGUE - 170 000 €
- 2010/126 du 13/01/2010 - Acquisition gratuite + servitude gratuite - VILLENAVE D'ORNON – rue Jean Moulin – Association Syndicale de la Résidence « Les Terrasses du Bourg » - 21.2111.8310.O200.PD00.
- 2010/127 du 13/01/2010 - Servitude définitive gratuite d'assainissement - VILLENAVE D'ORNON – TALENCE - rue Odilon Redon et rue Paul Signac - Association Syndicale des propriétaires de la ZUP de Talence - 21.2111.8310.O200.PD00 - 21.2111.O200.UF.
- 2010/128 du 13/01/2010 - Acquisition + travaux - EYSINES – 7 avenue du Haillan – M. GRANDIER-VAZEILLE - 14 100 € - 05.21.2112.822.O100.VB162.
- 2010/129 du 13/01/2010 - Acquisition gratuite + travaux - BRUGES – 19 rue Serge Déjean – SCI IMMOVIC - 18 321 € - 21.2112.822.O100.VA1A.
- 2010/130 du 13/01/2010 – Acquisition - SAINT AUBIN DE MEDOC – route de Hourton - Mme MERLAUD - 7 689 € - 21.2112.8220.O400.VCA 00.
- 2010/131 du 13/01/2010 - Echange parcellaire sans soulte - SAINT-MEDARD-EN-JALLES – avenue Blaise Pascal - ICADE PROMOTION LOGEMENT - 21.2112.8220.O100.VB.
- 2010/133 du 14/01/2010 - Désignation d'avocat - BEGLES – boulevard Jean-Jacques Bosc et rue Delphin Loche – M. HIAS Melle DURAND - 011.6227.0200.A500.
- 2010/138 du 19/01/2010 - Acquisition gratuite - EYSINES – 59 bis rue des Graves – Mme TAPY - 21.2112.822.O100VA1A.
- 2010/139 du 19/01/2010 - Acquisition gratuite + travaux - MERIGNAC – Domaine de Marbotin avenue des Eyquems Commune - 36 000 € - 21.2112.822.O100VB28104.
- 2010/140 du 19/01/2010 - Acquisition gratuite + travaux - AMBARES ET LAGRAVE – rue Guillaume Peychaud – M. MARRIER - 8 100 € - 21.2112.828.O100.VB60304.
- 2010/143 du 18/01/2010 - Fixation du prix - FLOIRAC – avenue Gaston Cabannes lot 6 – RTE EDF TRANSPORT - 122 000 €

- 2010/144 du 18/01/2010 - Fixation du prix - FLOIRAC – avenue Gaston Cabannes lot 7 – RTE EDF TRANSPORT - 122 000 €
- 2010/145 du 18/01/2010 - Fixation du prix - FLOIRAC – avenue Gaston Cabannes lot 8 – RTE EDF TRANSPORT - 122 000 €
- 2010/146 du 18/01/2010 - Fixation du prix - FLOIRAC – avenue Gaston Cabannes/1 rue des Chênes – RTE EDF TRANSPORT - 111 000 €
- 2010/150 du 21/01/2010 - Acquisition gratuite - BLANQUEFORT – 112 rue de la Rivière – Epoux GABAS - 21.2112.822.O100.VB056.
- 2010/151 du 21/01/2010 - Acquisition gratuite - BLANQUEFORT 102 rue de la Rivière – Epoux REMY - 21.2112.822.O100.VB056.
- 2010/152 du 21/01/2010 - Acquisition gratuite - AMBARES ET LAGRAVE – 6 rue de Rabaneau - M. et Mme Boisard - 21.2112.822.O100.VA1A.
- 2010/153 du 21/01/2010 - Echange parcellaire gratuit - BORDEAUX – rue du Petit Miot – avenue des Français Libres – Commune.
- 2010/154 du 21/01/2010 - Dispositions de l'arrêté 2009/2129 sont annulées - LE TAILLAN MEDOC – allée des Fleurs – Acquisition – Melle DULUC - 500 € - 21.2112.7822.O100.VB519.04.
- 2010/155 du 21/01/2010 - Acquisition gratuite - MERIGNAC – 112 avenue des Marronnier - M. et Mme ROMPANTE - 21.2112.822.O100.VB281.
- 2010/156 du 21/01/2010 – Acquisition - BASSENS – rue Maurice Toutaud – SNC BOUCLON - 73 500 € - 21.2111.8240.A430.HAA.
- 2010/157 du 21/01/2010 - Acquisition + travaux - PESSAC – 163 avenue du Général Leclerc – M. BAUER - 15 296 € - 21.2112.8220.O400.VBA00.
- 2010/184 du 28/01/2010 - Acquisition gratuite - BLANQUEFORT – 21 rue Nicolas Boileau - M. et Mme RICHEUX - 21.2112.8220.O100.VA1A.
- 2010/185 du 28/01/2010 - Acquisition + travaux - BEGLES - rue Ambroise Croizat – MM CASSAGNE et VERGEZ - 12 240 € - 21.2112.8220.O400.VJA.
- 2010/186 du 28/01/2010 - Acquisition gratuite - MERIGNAC – 17 rue Boris Vian – bassin de retenue des eaux pluviales lotissement « les jardins de Mérignac » - 21.2112.8310.O200.PD00.
- 2010/187 du 28/01/2010 – Acquisition - AMBARES ET LAGRAVE – 10 rue de la Vierge – Commune - 33 500 € - 21.2115.8240.A430.HAA.
- 2010/188 du 28/01/2010 – Acquisition - CARBON BLANC – 27 rue Lafontaine - M. et Mme GLANDIER - 1 500 € - 21.2112.822.O100.VA1A.

- 2010/189 du 28/01/2010 - Acquisition gratuite + travaux - MERIGNAC – 50 avenue Marcel Dassault – Etablissements André BERIA - 5 000 € - 21.2112.8220.O100.VB281.
- 2010/190 du 28/01/2010 – Prémption - EYSINES – chemin de Bos lieudit Carès - Melle TAFFARD - 310 000 € - 21.2111.8240.A430.HAA.
- 2010/191 du 28/01/2010 – Prémption - EYSINES – chemin de Bos lieudit Carès - Mme MATHARD - 377 000 € - 21.2111.8240.A430.HAA.
- 2010/194 du 28/01/2010 – Prémption - MERIGNAC – rue Alphonse Daudet S.A.A. AQUITAINE - GESTION TRANSACTION IMMOBILIERE - 106 000 € - 21.21110002.8240.H340.TW30.
- 2010/200 du 1/02/2010 - Désignation d'avocat - BEGLES – boulevard Jean-Jacques Bosc et rue Delphin Loche – M. ROSSIGNOL Mme JAVARD - 011.6227.0200.A500.
- 2010/203 du 1/02/2010 - Fixation du prix - LE TAILLAN MEDOC – chemin des Graves - M. ITHURRART - 27 000 €
- 2010/204 du 2/01/2010 – Acquisition - BASSENS – rue Charles Péguy – M. et Mme BERLAN - 220 € - 21.2315.822.O100.VB032.04.
- 2010/205 du 2/01/2010 - Acquisition gratuite - VILLENAVE D'ORNON – rue Jean Adgard Glady - M. et Mme BOMBLE - 21.2112.8220.O400.VCA00.
- 2010/206 du 2/02/2010 – Prémption - SAINT-MEDARD-EN-JALLES – allée des Gravettes – Mme PEREY - 276 000 € - 21.2115.8240.A430.HAA.
- 2010/207 du 2/02/2010 – Prémption - EYSINES – 27 avenue de la Libération, impasse du Vieux Puits – M. et Mme BATAILLE - 290 000 € - 21.2115.8240.A430.HAA - 11.6226.8240.A430.
- 2010/241 du 4/02/2010 – Prémption - Dispositions de l'arrêté 2009/338 du 3/03/2009 relatives au prix sont rapportées - MERIGNAC – avenue J.J. Kennedy – l'ETAT - 615 000 €
- 2010/257 du 9/02/2010 - Acquisition gratuite - EYSINES – 65 rue des Graves – Mme LEMAIRE - 21.2112.822.O100.VB162.
- 2010/258 du 9/02/2010 - Acquisition gratuite - EYSINES – 55 rue des Graves – Epoux HERAUT - 21.2112.822.O100VB162.
- 2010/259 du 9/02/2010 - Acquisition gratuite - SAINT-MEDARD-EN-JALLES – angle des rues Théobald Turon et Stendhal – SCID du CAMP - 21.2112.8220.O100.VA1A.

- 2010/260 du 9/02/2010 - Acquisition gratuite - SAINT-MEDARD-EN-JALLES – rue Edouard Herriot – SA d’HLM Foyer de la Gironde - 21.2112.8220.O100.VA1A.
- 2010/268 du 9/02/2010 – Cession - ARTIGUES PRES BORDEAUX – rue de la Blancherie - ICE Immobilier Conseil Environnement - 19 740 € - 77.775.8240.A430.
- 2010/262 du 9/02/2010 - Fixation du prix - LE HAILLAN – lieudit Au Buc - AR 54 - Consorts METBACH - 180 000 € - 2111.O300.OBBA D1.
- 2010/263 du 9/02/2010 - Fixation du prix - LE HAILLAN – lieudit Au Buc – AR 6 - Consorts METBACH - 922 025 € - 211.21.O300.OBBA D1.
- 2010/264 du 9/02/2010 - Fixation du prix - EYSINES – lieudit La Gravette – Melles BAUET Nancy et Ruth et MM. Ben et Yohan BAUER - 130 000 € - 2111.21.O300.OBBA D1.
- 2010/265 du 6/02/2010 - Fixation du prix - EYSINES – lieudit Au Buc – AR 8,94,95,96,97,98 et 99 - Epoux METBACH Louis - 969 100 € - 2111.21.O300.OBBA D1.
- 2010/291 du 12/02/2010 – Prémption - MERIGNAC – 42 avenue de la Marne - Mme ETCHEPARE - 160 000 € - 21.2115.8240.A430.HAA.
- 2010/294 du 12/02/2010 - Acquisition + travaux - BRUGES – 9 avenue d’Aquitaine - M. et Mme BOUHABEN - 20 500 € - 21.2112.8220.O400.VCA.
- 2010/295 du 12/02/2010 – Acquisition - PESSAC – 174 avenue du Général Leclerc - M. et Mme ROCHEREAU - 20 936 € - 21.2112.8220.O400.VCA00.
- 2010/325 du 19/02/2010 – Prémption - EYSINES – 307 avenue du Taillan Médoc – Mme BOZON M. PUYGAUTHIER - 160 000 € - 21.2115.8240.A430.HAA.
- 2010/326 du 19/02/2010 – Prémption - EYSINES – 33 avenue de Picot – Mme COUILLEAU - 170 000 € - 21.2115.8240.A430.HAA - 11.6226.8240.A430.
- CONVENTION A TITRE PRECAIRE - BORDEAUX – rue Clément Thomas – SCI des Mareyeurs.
- BAIL DEROGATOIRE - LE TAILLAN MEDOC – 293 avenue de Soulac – Gold Oil société.
- CONVENTION A TITRE PRECAIRE - FLOIRAC – rue de la Gravette – Commune.

MISSION TRAMWAY

Conventions d’indemnisation

- Mme Y. RAYBAUD – Avenue Emile Counord à Bordeaux – Autorisation porte de garage – Indemnité de 260.37 €

Marchés passés dans le cadre d'une procédure adaptée

- M100018U – Société SYSTO – Modification de l'interface de sécurité ferroviaire sur les armoires du pont des écluses à Bordeaux – Marché de 13 709 € ht.
- M091033U – Cabinet Cabanes – Marché de conseil juridique – Marché de 700 € ht

COMMUNICATION EFFECTUEE

M. le Président Vincent FELTESSE propose au Secrétaire de séance de lire la liste des projets de délibération qui n'ont pas fait l'objet de remarques particulières en Commission, et suite à l'accord intervenu entre les groupes politiques, il indique qu'ils voteront de manière groupée ces délibérations, pour avoir plus de temps à consacrer aux débats sur d'autres sujets plus structurants, et il pense notamment à tout ce qui concerne la troisième phase du tramway, le SCOT ou le PLH.

M. CHAUSSET indique prendre sa casquette de Président de groupe pour informer l'assistance, comme il l'a fait hier soir au Bureau, que leur groupe se transformait en groupe les « Verts - Europe Écologie », et que **M. ASSERAY**, élu du Bouscat, avait demandé son rattachement à leur groupe.

M. GUICHARD précise que le groupe des élus Communistes et apparentés votera contre les délibérations n°10, 41, 42, 43, 45, 49, 53, 56, 58, et qu'ils ne participeront pas au vote pour hors compétence sur les 17 et 18.

Après lecture par le Secrétaire de séance, le Conseil a adopté la proposition de regroupement des affaires suivantes :

M. DAVID

2010/3/ 1 Bègles - Cours Victor Hugo entre la rue Lerousseau et la rue du Professeur Bergonié - Eclairage public - Fonds de concours - Décision - Convention - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. DAVID

2010/3/ 2 Bègles - Rue Durcy de la rue Karl Marx à la rue Paty - Eclairage public - Fonds de concours - Décision - Convention - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. DAVID

2010/3/ 3 Pessac - Avenue du Général Leclerc de l'avenue de la Californie à la rue de la Poudrière - Eclairage public - Fonds de concours - Décision - Convention - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. DAVID

2010/3/ 4 Marchés Publics - BRUGES - Construction de la 7ème Circonscription de Voirie de la Communauté Urbaine de Bordeaux - Marché de Contrôle Technique – Avenant

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. DAVID

2010/3/ 6 Marchés publics - Territoire de la Communauté urbaine de Bordeaux - Réalisation de réseau éclairage public, de distribution BT/HT et génie civil télécommunications - Marchés à bons de commande - Appel d'offres - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. DAVID

2010/3/ 7 Marchés publics - Territoire de la Communauté urbaine de Bordeaux - Réalisation d'études préliminaires de type Infrastructures - Marché de maîtrise d'oeuvre - Attribution

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. BRON P/ M. BENOIT

2010/3/ 8 Technopole de l'agglomération bordelaise - Bordeaux Technowest - Programme d'actions 2010 - Subvention de la Communauté Urbaine - Convention - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. BRON P/ M. BENOIT

2010/3/ 9 Technopole de l'agglomération bordelaise - Association Bordeaux Unitec - Subvention de fonctionnement 2010 - Convention - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. BRON P/ M. BENOIT

2010/3/ 10 Adhésion de la Communauté Urbaine aux associations en 2009 - Délibération cadre n°2009/0314 du 29 mai 2009 - Modification du montant de l'adhésion au pôle de compétitivité Xylofutur - Décision modificative

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ

Le groupe des élus Communistes et apparentés vote contre

Mme BOST

2010/3/ 12 BLANQUEFORT - Centre Ville - Suppression de la ZAC - Modalités de - mise en œuvre du projet urbain - Décisions -

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme BOST

2010/3/ 13 BRUGES ZAC "les Vergers du Tasta" - Vente d'un terrain d'une superficie de 3594 m² représentant l'îlot C2.1 et développant une SHON de 3100 m² à la société ALTAE - Décisions - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme BOST

2010/3/ 14 SAINT AUBIN DE MEDOC secteur "les Vignes" - Validation des études pré-opérationnelles - Instauration d'un Programme d'Aménagement d'Ensemble - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. BRON

2010/3/ 15 BRUGES- Zone Industrielle de Bruges Bordeaux Fret- Cession d'un terrain communautaire à la Société Transports Graveleau- Annulation de la décision du Conseil du Communauté du 30 Mai 2008 - Décision

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. BRON

2010/3/ 16 MERIGNAC- ZAC D'Activités industrielles et diverses du Phare Extension concédée à la S.E.M Gironde Développement- Présentation du dossier de clôture et achèvement de la ZAC- Décisions - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. BRON

2010/3/ 17 Lormont - Association Passage à l'Art - Organisation de la manifestation Bulles en Hauts de Garonne 2009 - Subvention de la Communauté Urbaine - Modification du montant subventionnable - Avenant n°1 - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Le groupe des élus Communistes et apparentés ne participe pas au vote

M. BRON

2010/3/ 18 Organisation de "Jumping l'expo" du 5 au 7 février 2010 - Subvention de la Communauté Urbaine de Bordeaux - Convention - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Le groupe des élus Communistes et apparentés ne participe pas au vote

M. MOULINIER P/ M. D. CAZABONNE

2010/3/ 20 Réseau de Distribution de Chaleur des Hauts de Garonne - Contrat d'affermage du 5 décembre 1997 - Règlement définitif des comptes de la délégation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. MOULINIER P/ M. D. CAZABONNE

2010/3/ 21 Direction Opérationnelle de l'Environnement- Demande de subvention à l'ADEME pour le remplacement du centre de recyclage de Pessac situé avenue de Beutre- Autorisation de principe

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. CHAUSSET

2010/3/ 25 Construction du tramway 3ème Phase - Déviation de réseaux - Constitution d'un groupement de commandes pour la mission de coordination SPS - Convention - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. CHAUSSET

2010/3/ 26 Marchés publics - Construction du tramway 1ère et 2ème phase - Modification des indices de prix de production de l'industrie et des services aux entreprises - Avenant au marché n°06 032 U - Autorisation de signer

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. CHAUSSET

2010/3/ 27 Réseau communautaire de 3 lignes de tramway (A, B, C) - Commission d'Indemnisation Amiable du Préjudice Commercial pouvant résulter des travaux du tramway Phase 2 - Bilan 2ème Phase (2005/2009) au 31 décembre 2009 - Communication

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. ANZIANI P/ M. FAVROUL

2010/3/ 33 Lormont - Réseau de chaleur des Hauts de Garonne - Prolongement du réseau Plan de financement - Participation du FEDER - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. ANZIANI P/ M. FAVROUL

2010/3/ 34 Financements européens 2007/2013 - Objectif Compétitivité Régionale et Emploi - Pôle intermodal de Bordeaux Saint-Jean - Autorisations - Approbation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. DAVID P/ M. FAVROUL

2010/3/ 36 Label Unesco - "Bordeaux, port de la Lune" - Animation et suivi 2009-2010 - Convention de partenariat entre la Ville de Bordeaux, l'Etat (DRAC) et la CUB - Fonds de concours - Autorisation de signature

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. ANZIANI P/ M. FREYGEFOND

2010/3/ 39 Accord local de dématérialisation des pièces justificatives dématérialisées et des documents budgétaires pour cinq projets d'investissement importants - Adoption - Autorisation de signature -

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. ANZIANI P/ M. FREYGEFOND

2010/3/ 40 DIVERSES COMMUNES - Société Anonyme d'HLM LE FOYER DE LA GIRONDE - Travaux d'amélioration de 7 résidences, soit 565 logements collectifs locatifs - Emprunt principal de 585.000 €, du type "Réhabilitation", auprès de la CDC - Garantie - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. ANZIANI P/ M. FREYGEFOND

2010/3/ 41 AMBARES ET LAGRAVE - Société Anonyme d'HLM COLIGNY - Charge foncière et acquisition en VEFA de 6 logements individuels locatifs financés par un PLAI et situés 27, rue du Président Coty, résidence "Les Villas Marquet" - Emprunts principaux de 309.662 € et 858.867 € - Garantie - Autorisation

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ

Le groupe des élus Communistes et apparentés vote contre

M. ANZIANI P/ M. FREYGEFOND

2010/3/ 42 AMBARES ET LAGRAVE - Société Anonyme d'HLM COLIGNY - Charge foncière et acquisition en VEFA de 25 logements individuels locatifs financés par un PLUS et situés 27, rue du Président Coty, résidence "Les Villas Marquet" - Emprunts principaux de 1.049.894 € et 2.911.943 € - Garantie - Autorisation

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ

Le groupe des élus Communistes et apparentés vote contre

M. ANZIANI P/ M. FREYGEFOND

2010/3/ 43 ARTIGUES-PRES-BORDEAUX - Société Anonyme d'HLM MESOLIA HABITAT - Acquisition en VEFA de 2 logements individuels locatifs, résidence "Villa Oldia", avenue de l'Eglise Romane - Emprunts principaux de 86.366 € et 178.016 €, du type PLAI, auprès de la CDC - Garantie - Autorisation

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ
Le groupe des élus Communistes et apparentés vote contre

M. ANZIANI P/ M. FREYGEFOND

2010/3/ 44 ARTIGUES-PRES-BORDEAUX - Société Anonyme d'HLM MESOLIA HABITAT - Acquisition en VEFA de 6 logements individuels locatifs, résidence "Villa Oldia", avenue de l'Eglise Romane - Emprunts principaux de 225.853 € et 596.044 €, du type PLUS, auprès de la CDC - Garantie - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. ANZIANI P/ M. FREYGEFOND

2010/3/ 45 ARTIGUES-PRES-BORDEAUX - Société Anonyme d'HLM MESOLIA HABITAT - Acquisition en VEFA de 6 logements individuels locatifs PLUS, résidence "Villa Oldia", avenue de l'Eglise Romane - Emprunt principal de 59.640 €, du type PFE, auprès de la CDC - Garantie - Autorisation

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ
Le groupe des élus Communistes et apparentés vote contre

M. ANZIANI P/ M. FREYGEFOND

2010/3/ 46 BORDEAUX - Société Anonyme d'HLM DOMOFRANCE - Amélioration d'un immeuble permettant la réalisation de 5 logements collectifs locatifs et situé 16, rue Bouquière - Emprunt complémentaire de 70.000 € - Garantie - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. ANZIANI P/ M. FREYGEFOND

2010/3/ 47 BORDEAUX - Société Anonyme d'Economie Mixte InCité - Acquisition amélioration d'un immeuble permettant la réalisation d'un logement collectif locatif, 16, cours Victor Hugo - Emprunts principaux de 18.760 € et 70.926 €, du type PLUS, auprès de la CDC - Garantie - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. ANZIANI P/ M. FREYGEFOND

2010/3/ 48 BORDEAUX - Société Anonyme d'Economie Mixte In'Cit - Acquisition amlioration d'un immeuble permettant la ralisation de 3 logements collectifs locatifs, 16, cours Victor Hugo - Emprunts principaux de 32.234 et 121.861 , du type PLAI, auprs de la CDC - Garantie - Autorisation

ADOPT L'UNANIMIT

M. ANZIANI P/ M. FREYGEFOND

2010/3/ 49 BORDEAUX - Socit Anonyme d'HLM DOMOFrance - Acquisition en VEFA d'un logement collectif locatif, rsidence "Quai Ouest", 8, rue de la Faencerie - Emprunt principal de 42.169 , du type PLAI, auprs de la CDC - Garantie - Autorisation

ADOPT LA MAJORIT

Le groupe des lus Communistes et apparents vote contre

M. ANZIANI P/ M. FREYGEFOND

2010/3/ 50 BORDEAUX - Socit Anonyme d'HLM MESOLIA HABITAT - Construction de 32 logements collectifs locatifs PRU CD, rsidence "St Julien Victoire", rue Contrescarpe - Emprunt principal de 346.747 , du type Energie Performance, auprs de la CDC - Garantie - Autorisation

ADOPT L'UNANIMIT

M. ANZIANI P/ M. FREYGEFOND

2010/3/ 51 BORDEAUX - Socit Anonyme d'Economie Mixte InCit - Acquisition amlioration d'un immeuble permettant la ralisation de 3 logements collectifs locatifs, 12, rue des Menuts - Emprunts principaux de 63.888 et 145.376 , du type PLAI, auprs de la CDC - Garantie - Autorisation

ADOPT L'UNANIMIT

M. ANZIANI P/ M. FREYGEFOND

2010/3/ 52 BRUGES - Socit Anonyme d'HLM CLAIRSIENNE - Charge foncire et construction de 11 logements collectifs locatifs, rsidence "Les Serres", 5 - 7, alle du Bolro - Emprunts principaux de 212.598 et 703.831 , du type PLUS, auprs de la CDC - Garantie - Autorisation

ADOPT L'UNANIMIT

M. ANZIANI P/ M. FREYGEFOND

2010/3/ 53 EYSINES - Société Anonyme d'HLM COLIGNY - Charge foncière et acquisition en VEFA de 53 logements locatifs, dont 18 individuels et 35 collectifs, financés par un PLUS et situés rue des Alisiers/rue Hector Berlioz, résidence "Le Clos des Alisiers" - Emprunts principaux de 1.712.574 € et 3.847.750 € - Garantie - Autorisation

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ

Le groupe des élus Communistes et apparentés vote contre

M. ANZIANI P/ M. FREYGEFOND

2010/3/ 54 EYSINES - Société Anonyme d'HLM DOMOFRANCE - Charge foncière et construction de 14 logements collectifs locatifs, "Le Moulineau", lot 5, bâtiment A - Emprunts principaux de 302.715 € et 1.067.417 €, du type PLUS, et de 141.387 €, du type Energie Performance, auprès de la CDC - Garantie - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. ANZIANI P/ M. FREYGEFOND

2010/3/ 55 EYSINES - Société Anonyme d'HLM DOMOFRANCE - Charge foncière et construction de 4 logements collectifs locatifs, "Le Moulineau", lot 5, bâtiment A - Emprunts principaux de 69.284 € et 247.217 €, du type PLAI, et de 35.125 €, du type Energie Performance, auprès de la CDC - Garantie - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. ANZIANI P/ M. FREYGEFOND

2010/3/ 56 EYSINES - Société Anonyme d'HLM COLIGNY - Charge foncière et acquisition en VEFA de 12 logements locatifs, dont 1 individuel et 11 collectifs, financés par un PLAI et situés rue des Alisiers/rue Hector Berlioz, résidence "Le Clos des Alisiers" - Emprunts principaux de 320.388 € et 719.835 € - Garantie - Autorisation

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ

Le groupe des élus Communistes et apparentés vote contre

M. ANZIANI P/ M. FREYGEFOND

2010/3/ 57 GRADIGNAN - Société Anonyme d'HLM MESOLIA HABITAT - Construction de 16 logements individuels locatifs PRU CD, résidence "Le Domaine des Cépages, îlot 3, Le Sémillon", rue du Brandier - Emprunt principal de 175.828 €, du type Energie Performance, auprès de la CDC - Garantie - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. ANZIANI P/ M. FREYGEFOND

2010/3/ 58 LE HAILLAN - Société Anonyme d'HLM MESOLIA HABITAT - Acquisition en VEFA de 49 logements individuels locatifs PRU CD, résidence "Le Parc des Orangers", rue de Venteille - Emprunt principal de 540.263 €, du type Energie Performance, auprès de la CDC - Garantie - Autorisation

**ADOPTÉ À LA MAJORITÉ
Le groupe des élus Communistes et apparentés vote contre**

M. ANZIANI P/ M. FREYGEFOND

2010/3/ 59 MERIGNAC - AQUITANIS Office Public de l'Habitat (OPH) de la Communauté Urbaine de Bordeaux - Construction de 30 logements locatifs, dont 20 collectifs et 10 individuels, avenue de la Libération, résidence "Les Picturales" - Emprunt principal de 278.901 € - Garantie - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. ANZIANI P/ M. FREYGEFOND

2010/3/ 61 Adhésions aux associations 2010 - Délibération cadre - Décision.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. ANZIANI P/ M. FREYGEFOND

2010/3/ 62 Régie d'exploitation des restaurants communautaires : Exercice 2010 - Décision Modificative N° 1 -

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. GAUTE

2010/3/ 63 Demande de protection fonctionnelle d'un agent communautaire - Décision

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme ISTE

2010/3/ 64 Marchés Publics - Fourniture et mise en place d'un outil de gestion des A.O.S. et D.I.A. - Maintenance - Prestations d'assistance et de conseil - Avenant n°1 au marché n° 06/164U - Autorisation de signer

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme ISTE

2010/3/ 65 Marchés Publics - Marché n°09/337R Prestation de maintenance et d'évolution de l'application informatique GSP (Gestion et suivi de projets) - Artemis 7 - Avenant n°1 : Modification de version cible - Autorisation de signer

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme ISTE

2010/3/ 66 Marchés publics - Marchés n°08/136U et 08/137U - Equipements des services - Avenants n°1 - Autorisation de signer

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme ISTE

2010/3/ 67 Marchés Publics - Contrôle technique pour les opérations de travaux menées dans les bâtiments de la Communauté Urbaine de Bordeaux - Appel d'offres ouvert - Autorisation -

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme ISTE

2010/3/ 68 Marchés Publics- Dépollution des sols des terrains communautaires- Appel d'offres ouvert - Autorisation de lancement et de signature.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme ISTE

2010/3/ 69 Marchés publics - Direction des Moyens Généraux - Fourniture de produits industriels, de pièces détachées et réparation de matériels (16 lots) - Appels d'offres ouvert - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme ISTE

2010/3/ 70 Marchés Publics - Travaux de modification des cloisons modulaires de l'Hôtel de la Communauté Urbaine de Bordeaux et des autres bâtiments - Appel d'offres ouvert - Autorisation de lancement et de signature

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme ISTE

2010/3/ 71 Marchés Publics- Nettoyage et déblaiement du patrimoine bâti et non bâti de la Communauté Urbaine de Bordeaux - Appel d'offres ouvert- Autorisation de lancement et de signature

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme ISTE

2010/3/ 72 Marchés publics - Maintenance multitechnique de l'Hôtel de la Communauté Urbaine de Bordeaux - Appel d'offres ouvert - Autorisation de lancement et de signature

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme ISTE

2010/3/ 73 Marchés Publics - Opération de restructuration de l'hôtel de la Communauté Urbaine- Appel d'offres ouvert - Avenant n° 1 de travaux aux marchés - n° 08349U (lot 1) n° 08350U (lot 2), - n° 0835 U (lot 7), n° 09173U (lot 9) - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme ISTE

2010/3/ 74 Marchés Publics - Cession des actifs de la société M.P.M.T.P - Avenant de transfert n°1 - Autorisation de signer

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. OLIVIER

2010/3/ 79 Exonération des frais de fourrière - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. ROSSIGNOL

2010/3/ 80 Intégration de la Boucle Verte de la Communauté Urbaine de Bordeaux au Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et Randonnée du Conseil Général de la Gironde - Décision - Conventions

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme ISTE P/ M. SEUROT

2010/3/ 81 Association Sportive et Culturelle de la Communauté Urbaine de Bordeaux (ASCCUB) - Subvention de fonctionnement 2010 - Convention financière - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme ISTE P/ M. SEUROT

2010/3/ 82 Association du Comité des oeuvres sociales du personnel de la Communauté Urbaine de Bordeaux - Subvention de fonctionnement 2010 - Convention financière 2010 - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme ISTE P/ M. SEUROT

2010/3/ 84 Marchés Publics - Marchés n°07088U et 07089R pour la fourniture, la mise en place d'un système d'information des ressources humaines et sa maintenance - Appel d'offres restreint - Avenants n°1

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme FAYET P/ M. TOUZEAU

2010/3/ 85 Lancement de la démarche de territorialisation de la stratégie foncière - Partenariat avec Polytech'Tours - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme FAYET P/ M. TOUZEAU

2010/3/ 86 Commune de Lormont - Subvention de fonctionnement dans le cadre d'une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage du projet de renouvellement urbain du quartier Génicart pour les années 2010 à 2013.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme FAYET P/ M. TOUZEAU

2010/3/ 87 Commune de Mérignac - Versement d'une subvention d'équipement pour la restructuration du groupe scolaire Ferdinand Buisson du quartier prioritaire Beaudésert - Année 2010.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme FAYET P/ M. TOUZEAU

2010/3/ 88 GIP des Hauts de Garonne - Subvention de fonctionnement pour l'année 2010.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme FAYET P/ M. TOUZEAU

2010/3/ 89 BORDEAUX - quartier de l'Hôtel de Ville - immeuble le Guyenne sis Terrasse du Front du Médoc - Acquisition de locaux appartenant au CNFPT - Autorisations - Décision

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme FAYET P/ M. TOUZEAU

2010/3/ 90 MERIGNAC - Immeuble bâti d'une superficie de 380 m² situé 9 rue Henri Barbusse, cadastré BO 488, appartenant à Madame Josette ROUSSEAU - Mise en demeure d'acquérir - Article L 123.17 du Code de l'Urbanisme - Acquisition - Autorisations - Décision

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme FAYET P/ M. TOUZEAU

2010/3/ 91 PESSAC - Site Eiffel - Immeuble communautaire sis rue Jean Perrin - Eviction commerciale - indemnisation de la SARL PROREST - Autorisations - Décision

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme FAYET P/ M. TOUZEAU

2010/3/ 92 PAREMPUYRE - rue de la Gare - cession à Gironde Habitat de la parcelle AO 280p d'une contenance de 14 451 m² - Autorisations - Décision

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme FAYET P/ M. TOUZEAU

2010/3/ 93 LE TAILLAN MEDOC - Immeuble bâti situé 8 rue de Calavet, cadastré AE 71-155, AX 127 et XX 421 - Mise à disposition et cession à la Commune - Avenant n° 1 à la convention - Modalités de règlement du prix - Autorisation - Décision

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme FAYET P/ M. TOUZEAU

2010/3/ 94 VILLENAVE D'ORNON - Aménagement du chemin de Couhins entre la route de Léognan (RD651) et la rue Fernand Soors - Déclaration d'Utilité Publique - Demande de Prorogation - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. TURON

2010/3/ 95 Marchés Publics - BEGLES - Extension de la station d'épuration Clos de Hilde - Marché n° 04164 U - Réclamation SPIE BATIGNOLLES TPCI - Transaction - Autorisations

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. TURON

2010/3/ 97 Actions de solidarité internationale dans le domaine de l'Eau - Appel à projets - Années 2008/2009/2010 - Convention définissant les modalités de financement et de suivi des projets - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. TURON

2010/3/ 99 Eau Industrielle - Défi territorial Nappes Profondes - Subvention de l'Agence de l'Eau Adour Garonne pour l'année 2009 - Convention - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. TURON

2010/3/ 100 Marchés Publics- Bordeaux- Mise aux normes de la filière de traitement de l' eau de la Station d'épuration Louis Fargues - Marché n°09238 U - Avenant n°2 - Décision- Autorisations.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. MAURRAS**2010/3/ 101 Expérimentation d'un marché d'insertion (article 30 du Code des Marchés Publics) - Décision****ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ**

M. le Président Vincent FELTESSE propose de procéder à l'examen des affaires qui n'ont pas fait l'objet d'un regroupement.

M. DAVID**2010/3/ 5 Marchés publics - BRUGES SIM Bordeaux Frêt - Aménagement d'un giratoire, Allée de la Réserve / Rue de Fieusal - Appel d'offres - Décisions**

Mme. HAYE précise que les Verts ont été surpris par la justification de ces travaux sur la voie publique, puisque, à l'heure actuelle, il y a des feux tricolores sur ce carrefour de Bruges, et si elle lit bien le rapport, ce feu tricolore engendrait un fonctionnement complexe. Elle observe que l'argent public va servir à transformer ce feu en rond-point pour faciliter l'accès à des camions qui font du fret routier, afin qu'ils puissent accéder plus aisément à la rocade. Elle souligne qu'il s'agit là de 4 à 5 000 camions/jour, et les Verts ne comprennent pas très bien la justification de ce dossier. Il leur semblait que ce feu tricolore était assez sécurisant, puisqu'il allait stopper les camions, alors qu'il s'agit là de fluidifier la circulation et de faciliter l'accès à 4 à 5 000 camions/jour à la rocade. Elle indique que son groupe s'abstiendra sur ce dossier.

M. DAVID précise qu'il s'agit d'une forte demande de la Mairie de Bruges qui a souhaité voir fluidifier la circulation dans ce secteur, et ne pas engorger cette zone économique majeure dans ce secteur. La Commune de Bruges a insisté pour que soit intégrée cette opération dans le contrat de co-développement, et il fait remarquer que jusqu'à présent, il n'y a eu aucune opposition et aucun problème en Commission.

M. BOBET signale que sur ce dossier, la position des Verts était de regretter qu'il n'y ait pas de piste cyclable aménagée autour de ce giratoire. Il déclare connaître un peu ce dossier en voisin qu'il est, et précise qu'il y a quatre raisons qui les poussent à proposer ce dossier, la première étant qu'il y a deux ans que cette demande est faite, et qu'en conséquence, le Maire de Bruges a souhaité qu'elle soit dans le contrat de co-développement, d'où son urgence.

Ensuite, il ne croit pas que l'on puisse taxer la Ville de Bruges de sous-estimer la politique cyclable d'une manière générale, puisque c'est une ville qui est souvent montrée en exemple, et le Bouscatais qu'il est le dit bien, et souvent, en comparant ce qui se passe à Bruges avec ce qui se passe au Bouscat, où ils sont plus contraints.

La troisième raison pour laquelle cette demande est faite, est qu'il y a un réel souci de prise en compte de l'aspect cyclable sur le giratoire lui-même, et il précise que ce souci est constant et est pris en compte.

Quatrièmement, il n'est pas dit à l'avenir qu'ils ne puissent pas faire une étude pour travailler sur la continuité cyclable de ce giratoire en amont et en aval, car c'est bien l'intention du Maire de Bruges, souligne-t-il.

Il résume que ce sont ces quatre raisons qui lui font dire que ce dossier, qui a donc deux ans, doit passer dès aujourd'hui, et qu'il serait utile de ne pas traîner plus.

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ
Le groupe des élus Verts-Europe
Écologie s'abstient

M. BRON P/ M. BENOIT

2010/3/ 11 "Association Bordelaise des Utilisateurs de Logiciels Libres" (A.B.U.L) - Subvention de la CUB à l'organisation des 11èmes Rencontres Mondiales du Logiciel Libre en 2010 - Convention - Décision - Autorisation

Mme CURVALE indique que le vote de cette délibération est l'occasion pour elle, en tant que Présidente du Comité de Pilotage qui s'occupe de la migration vers le logiciel libre, d'appeler l'attention du Conseil sur la démarche qui est en cours et qui est engagée par la DSI pour faire migrer le système d'informations de la CUB vers une architecture libre et en open source. Elle précise que cette migration vise d'abord à remplacer la suite bureautique Microsoft Office par la suite libre Open Office qui est en phase de test sur l'ensemble des postes des agents de la DSI, et qui sera généralisée à tous les postes dans les prochains mois. Elle signale que d'ici la fin de l'année, ils devraient donc avoir réussi ce passage au libre.

Elle voudrait rappeler que cette opération vise à réaliser une économie sur le prix des licences, car celles de Microsoft en 2009 représentaient 150 000 € pour la Communauté Urbaine et concernaient 1700 postes clients. Mais au-delà de cette économie qui n'est pas négligeable, elle souligne qu'il s'agit vraiment pour la Communauté Urbaine de se préparer au futur. C'est la feuille de route que M. le Président leur a donnée, insiste-t-elle, c'est-à-dire d'aller vers un système d'informations qui va être davantage maître de ses développements informatiques, et moins dépendant des éditeurs de logiciels et de leur maintenance. Et en cela, elle pense que la Communauté Urbaine rejoindra tout à fait les valeurs qui soutiennent le développement du logiciel libre, notamment des valeurs de partage des connaissances.

Elle rappelle aussi que cet engagement de la Communauté Urbaine vers le « libre », existe déjà depuis quelques années à travers l'adhésion à l'ADULACT, qui est l'association qui regroupe les collectivités territoriales engagées dans ce développement.

M. JUPPE souligne que cette subvention est importante et pas tout à fait innocente, parce que le combat pour les logiciels libres est un vieux combat du mouvement altermondialiste pour lutter contre le monopole des grands fournisseurs d'accès, Microsoft ou Apple, et il pense que c'est une bonne chose, et que cela va dans la bonne direction.

M. le Président Vincent FELTESSE a entendu la remarque de **Christophe DUPRAT** disant « *c'est comme le logiciel libre, c'est brouillon* », et signale à ce sujet que la Gendarmerie Nationale est sur le logiciel libre.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. BRON

2010/3/ 19 B.R.A - Agence de Développement Économique de Bordeaux et de la Gironde - Programme d'actions et budget 2010 - Subvention de la Communauté Urbaine - Convention - Décision - Autorisation

M. BRON indique, pour que les choses soient bien claires, que ces deux actions particulières dont ils viennent de parler, n'ont rien à voir avec le travail qui est en cours, qui est peut-être en retard parce qu'on en parle depuis très longtemps, et qui est lié à la promotion de notre métropole, comme relaté dans un support de presse ce matin, au sujet de la dernière réunion technique qui a eu lieu pour faire des propositions qui puissent rentrer dans l'action.

Il tient à le signaler, parce qu'il lui semblait que, puisque tel est l'objet de leur délibération aujourd'hui, il avait bien été indiqué dans la dernière réunion du Conseil d'Administration du BRA qu'ils n'entendaient pas procéder à la moindre augmentation concernant le montant de la subvention de 428 420 €, et que c'est bien la raison pour laquelle ces deux missions supplémentaires n'ont rien à voir avec celle, beaucoup plus importante et attendue depuis très longtemps, de la promotion de la métropole.

M. JUPPE précise, comme l'a rappelé **M. BRON**, que lors d'un dernier Conseil d'Administration du BRA, les différentes collectivités, Région, Conseil Général, CUB, etc., avaient pris position pour une non augmentation des ressources du BRA, en disant qu'il a déjà suffisamment d'argent et qu'il se débrouille avec le budget tel qu'il est. Il se souvient qu'à l'époque, il avait demandé que l'on aide l'économie créative à Bordeaux, et la réponse avait été négative.

Il voudrait simplement former le vœu que le changement de ligne de la CUB dont il se réjouit pour l'Ecoparc et l'Aéroparc, s'appliquera aussi à d'autres demandes de développement économique sur d'autres territoires.

M. le Président Vincent FELTESSE insiste sur le fait qu'ils étaient à la même réunion et qu'il ne croit pas avoir parlé à ce moment là.

M. JUPPE indiquant « qui ne dit mot consent », **M. le Président Vincent FELTESSE** lui répond que les mots ont une valeur.

Mme HAYE observe que la délibération qui leur est soumise, propose d'attribuer une subvention de 420 000 € à l'agence du BRA. S'il est indéniable que ce type de structure joue un rôle important dans la prospective et l'analyse de projets économiques sur notre territoire, comme l'Ecoparc de Blanquefort, les Verts constatent toutefois que la vision du développement économique qui est portée ici, est peut-être un petit peu traditionnelle et peu en phase avec les objectifs du développement durable, comme en témoigne la mise en avant de structures comme l'autoroute A65, la LGV et la route des lasers, ou l'intégration dans les secteurs cibles prioritaires, comme celui de l'Aérospatiale Défense. Peut-être est-il temps, à leur avis, d'introduire dans les attributions de subventions, des éco-conditionnalités, et peut-être également de demander des bilans.

M. BRON précise que **Mme HAYE** a déjà appelé leur attention lors de la réunion de la dernière Commission, sur l'ensemble de ces problèmes liés à l'éco-conditionnalité. Il indique qu'elle n'échappe à personne, son intérêt non plus, mais qu'il faut bien comprendre que ce rapport est directement lié à l'action du BRA, et aux grands axes de son action. Il souligne que l'on pourra bien le signifier dans sa rédaction future, dans les années prochaines, mais on ne peut pas, non plus, tout mettre dans un document de cette nature.

M. le Président Vincent FELTESSE fait remarquer que dans le même temps, on a mis en place des clauses d'insertion sociale, et il pense que réfléchir à la mise en place d'éco-conditionnalités ne serait pas inintéressant.

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ
Le groupe des élus Verts-Europe
Ecologie s'abstient

M. CHAUSSET

2010/3/ 22 Conférence Permanente des Autorités Organisatrice des Transports de l'agglomération bordelaise - Convention de mises à disposition entre la Communauté urbaine et l'association « MOUVABLE » - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. CHAUSSET

2010/3/ 23 Développement du réseau de transports en commun - 3ème Phase du tramway de l'agglomération bordelaise - Création de la ligne D - Extension des lignes A, B, C - Déclarations d'Utilité Publique (DUP) - Mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Approbation - Autorisation

M. JUPPE tient à redire tout l'attachement de la Ville de Bordeaux à la réalisation de la ligne D, dont le Conseil Municipal a approuvé le projet à l'unanimité. Il sait que la décision de report du lancement des travaux en 2014 n'a pas toujours été bien comprise. Il a eu l'occasion de s'expliquer avec les associations et les riverains, et il pense que ce travail d'explication sera fructueux. Il voudrait simplement insister sur le fait qu'ils sont bien convenus qu'il allait se passer des choses sur ce trajet là d'ici 2014, et en particulier trois choses sur lesquelles il voudrait insister, qui sont d'abord, la réalisation de parcs de stationnement de compensation. Les crédits sont prévus au PPI, un certain nombre de sites ont été retenus, et il croit que ce sera un signal très fort dans le quartier, de bien montrer que les engagements seront tenus, et qu'ensuite, des possibilités de stationnement dans ce quartier où elles sont très rares, sont offertes aux habitants et à ceux qui empruntent la rue Fondaudège, et s'y arrêtent pour aller dans les commerces.

Le deuxième point important pendant cette période, c'est à son avis, une définition plus précise de la réalisation des travaux qui seront nécessaires pour la déviation des bus, car ils ne pourront plus passer par la rue Fondaudège comme aujourd'hui, et il faut donc trouver d'autres parcours, les aménager, et ils y travaillent.

Enfin, il rappelle que le troisième point sur lequel ils s'étaient mis d'accord, c'est qu'un concours d'architecture pour l'aménagement de la place Tourny, qui sera traversée par la nouvelle ligne, soit lancé pendant cette période, et que puissent éventuellement commencer les travaux de réalisation ou de préparation de cette opération.

Sous ces réserves là, il se réjouit de cette DUP, et notamment du fait qu'elle porte sur l'ensemble de la ligne jusqu'à Eysines en passant par le Bouscat, comme ils l'avaient demandé à plusieurs reprises.

M. MANGON indique que, par souci de cohérence avec les positions qu'il avait exprimées sur la troisième phase du tramway, en particulier avec les insuffisances qui lui étaient apparues par rapport à la création de la ligne D, il s'abstiendra sur ce dossier. Il précise qu'en revanche, il votera le dossier suivant sur l'indemnisation des gênes occasionnées par les travaux.

Mme BOST, au risque d'être redondante avec les propos du Maire de Bordeaux, estime que cette délibération est aussi une façon, même si on est vraiment dans la technique, de réaffirmer leur volonté communautaire d'avancer rapidement sur ces dossiers, et les décisions qu'ils ont prises en comité de pilotage, ne remettent pas en cause la réalisation de la ligne D. En tous cas, en ce qui concerne sa commune, elle pense que c'est très probablement aussi, l'occasion de voir arriver le tram un an avant ce qui était initialement prévu.

Elle ajoute un quatrième point aux propos d'Alain JUPPE, qui est la nécessité de voir se réaliser, avant même la réalisation des travaux à proprement parler de la ligne D du tram, les parcs relais qui seront nécessaires à la mise en service de cette ligne sur la ville du Bouscat et sur la ville d'Eysines également.

M. le Président Vincent FELTESSE souligne que cette délibération est importante, parce qu'elle va leur permettre de passer à l'étape suivante, qui est celle des enquêtes publiques. Il indique qu'il y en aura trois, une avant l'été sur les extensions A, B et C, et ensuite, la ligne D qui voit son calendrier global un peu raccourci, puisque l'objectif, c'est Cantinolle en 2016, et à l'inverse, on prendra un peu plus de temps pour préparer les choses, notamment sur les questions de parking, d'aménagement d'espaces publics. Il entend bien ce qu'Alain JUPPE leur a dit sur la place Tourny pour lequel ils avaient donné leur accord, ainsi que sur un certain nombre d'autres choses.

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ
M. MANGON s'abstient

M. CHAUSSET

2010/3/ 24 Développement du réseau de transports en commun - Commission d'Indemnisation Amiable du préjudice commercial 3ème Phase du tramway - Création - Composition - Indemnités - Règlement intérieur - Décisions

M. BOBET fait observer que cette délibération est importante, car elle acte le principe de cette Commission d'Indemnisation. Ils ont eu l'occasion, en Bureau, de se pencher sur les modalités d'application plus en détail, et il se réjouit que les propositions qui sont faites aillent bien dans le sens de ce qui a été demandé par le Conseil Municipal du Bouscat le 15 septembre 2009, sur ces modalités qui rejoignent pratiquement point par point, avec quelques ajouts, ce que le Conseil Municipal de Bordeaux avait demandé deux mois au préalable, au mois de juillet en l'occurrence.

Parlant tout d'abord du périmètre, il se déclare heureux que l'on s'interroge sur l'intérêt de ne pas indemniser uniquement les riverains directs des travaux impactant le tramway, mais aussi les rues perpendiculaires. C'est vrai pour Bordeaux, c'est vrai pour le Bouscat et la barrière du Médoc, et quant à la durée d'indemnisation, il lui semble utile de noter qu'elle est étudiée pour être plus longue et déborder du simple temps des travaux, puisqu'il est proposé une durée de quelques mois sur laquelle ils travaillent.

En ce qui concerne le troisième point d'importance où ils doivent lever une difficulté, il s'agit de la date d'arrêté de la DUP, à partir de laquelle les commerçants ne sont plus éligibles à l'indemnisation. Il souligne que cela pose un problème dans la mesure où ils ont décalé les travaux de quatre ans, puisque, finalement, quatre ans d'attente plus deux années de travaux, cela reviendrait à dire que pendant six ans, les commerçants seront en difficulté, soit pour vendre leur commerce, soit, en cas de reprise de commerce de la même activité qui fonctionnait très bien, l'impact des travaux faisant que le chiffre

d'affaires baisserait forcément, parce que ce commerce là ne serait pas indemnisable. Cela ne leur paraît pas juste, et ils doivent travailler sur un décalage de cette prise en compte.

Il tient surtout à dire qu'il y a tout l'amont à préparer, et pour le Bouscat, il rappelle souvent qu'ils attendent, de manière très ferme, la création de parkings, d'une part sur le parking Denis qui est la rive sud de la barrière du Médoc, pour multiplier par deux, voire par trois, l'accueil des voitures, et d'autre part en profitant aussi du départ de Peugeot sur la rive nord de cette barrière, pour avoir la possibilité de faire un nouveau parking de manière à avoir une attraction plus grande de cette barrière du Médoc.

Il ajoute qu'il convient également de créer un groupe de travail qui soit une véritable instance prospective, qui associe des élus, des acteurs économiques, des commerçants, des urbanistes, des chambres consulaires, la CCI, et pourquoi pas la Chambre de Métiers, de manière à réfléchir très vite sur l'avenir de la barrière du Médoc, et d'ores et déjà, la projeter véritablement dans cet avenir d'après tram.

Enfin, il estime aussi important que la CUB travaille avec les pôles mobilité, aménagement et foncier, sur le devenir des concessionnaires automobiles, et il souhaite ardemment être associé de façon très étroite à ces réunions, de manière à travailler tous ensemble.

M. JUPPE souscrit complètement à ce qu'a dit **Patrick BOBET**. Il voudrait insister sur la question de la définition du périmètre. Il y a certaines rues adjacentes dans lesquelles il y a quelques commerçants qui seront forcément touchés par la fermeture de la rue Fondaudège pendant les travaux, et il pense donc qu'il faut les prendre en compte. Par ailleurs, il souligne qu'ils avaient évoqué aussi la possibilité de traiter la situation après l'achèvement des travaux, car très souvent, on constate que l'activité ne redémarre pas tout de suite. Il estime qu'il faudrait peut-être envisager une aide en trésorerie, éventuellement sous la forme d'un prêt à taux zéro, pendant une certaine période intermédiaire.

Il pense que tout ceci devrait faire l'objet d'une sorte de cahier des charges que la Communauté Urbaine définirait pour le bon fonctionnement de la Commission d'Indemnisation, de façon que les règles du jeu soient posées, la Commission ayant ensuite sa marge d'interprétation. Elle sera présidée par un magistrat ou un ancien magistrat indépendant, mais il croit quand même qu'il leur appartient de « fixer les bornes ».

M. le Président Vincent FELTESSE confirme qu'il y a effectivement trois sujets sur lesquels il faut qu'ils avancent et précisent les choses, qui sont d'abord les conditions de l'indemnisation, en faisant leurs les expériences des 1ère et 2ème phases, et en voyant comment on peut améliorer les choses, afin de donner un cahier des charges au magistrat qui présidera cette Commission. En deuxième point, sur la question de savoir comment on traite la particularité Fondaudège et celle de barrière du Médoc qui est un des pôles de

commerces de proximité les plus importants d'Aquitaine, il indique qu'il faut que l'on réfléchisse à des modalités assez innovantes. Enfin, il précise que le dernier point consiste dans le déménagement d'un certain nombre de concessionnaires qu'il faudra relocaliser quelque part sur l'agglomération bordelaise.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. CHAUSSET

2010/3/ 28 Marchés Publics - BORDEAUX - Aménagement du Pôle Intermodal Saint-Jean - Marchés de travaux n° 08-295 U, n° 07-160 U et n° 08-294 U - Avenant n°1

M. ROSSIGNOL souhaite juste souligner que dans le cadre de cette délibération, ils vont voter la création d'un parking de vélos sécurisés de 225 places. Il indique que lors du prochain Conseil, les services leur feront des propositions quant à la gestion et à la tarification de ce parking. Il fait remarquer que ce parking sécurisé complète l'existant sur le territoire communautaire, à savoir le stationnement sécurisé des vélos dans les parkings Parcub, également dans les parkings P+R, les parcs-relais, les arceaux vélos, les stationnements ouverts, ainsi que le local ouvert par In'Cit, la « bicycletterie ».

Il estime qu'il faut se féliciter du très bon fonctionnement du Vcub, et hier, avec **M. le Prsident** et le Maire de Bordeaux, ils ont eu le plaisir de remettre le diplme du 100 000^{me} emprunts du systme Vcub une jeune tudiante en mdecine. Pour rassurer ses collgues, il prcise que ce systme fonctionne trs bien, qu'il rencontre l'accueil du public, l'accueil des Bordelais, et ils pensent remplir leur contrat d'arriver l'objectif de 2,2 millions de dplacements supplmentaires bicyclette grce au Vcub.

ADOPT L'UNANIMIT

M. DUCHENE

2010/3/ 29 BORDEAUX secteur des Bassins Flots - Instauration d'un Programme d'Amnement d'Ensemble – Dcisions –Autorisation

M. le Prsident Vincent FELTESSE indique que pour cette dlibration, ils ont demand Nicolas MICHELIN de bien vouloir venir leur prsenter son projet, comme il l'a fait au Conseil Municipal de Bordeaux. Il rappelle que Nicolas MICHELIN est Architecte Urbaniste, qu'il a beaucoup de qualits, mais qu'il n'est pas Conseiller Communautaire. Aussi va-t-il suspendre de manire formelle cette sance du Conseil de Communaut pour qu'il puisse intervenir et prsenter son projet, puis ils reprendront le Conseil de Communaut, et la dlibration sera rapporte par **Michel DUCHENE**.

Il est procd une suspension de sance au cours de laquelle M. MICHELIN prsente le projet, en commentant un diaporama diffus sur grand cran, et en rpondant aux questions des membres du Conseil.

M. le Président Vincent FELTESSE, après avoir remercié M. MICHELIN pour cette présentation qu'ils ont trouvée très intéressante, invite à reprendre le cours des débats.

M. JUPPE précise que pour la Ville de Bordeaux, c'est évidemment une opération extrêmement importante, et un des maillons essentiels de la chaîne d'opérations d'aménagement urbain qui constituent ce qu'ils ont appelé dans le projet urbain Bordeaux 2030, l'arc du développement durable de la ville de Bordeaux. C'est d'autant plus important insiste-t-il, que l'on est tout proche du pont Bacalan/Bastide qui va être un outil de développement urbain majeur, à la fois pour la rive gauche et pour la rive droite.

Il tient à dire d'emblée que ce projet qu'ils connaissent, qui a été présenté en comité de pilotage et en Conseil Municipal de Bordeaux, est un très beau projet, et il voudrait vraiment féliciter Nicolas MICHELIN et son équipe pour la qualité du travail qui a été fait en peu de mois, en étroite concertation avec la CUB, avec la Ville, et avec les habitants.

Pour étayer ce jugement, il indique que plusieurs des orientations qui leur sont présentées lui paraissent excellentes, et d'abord, ce souci de respecter l'esprit des lieux, la trame existante, aussi bien celle des constructions puisqu'on démolira le moins possible, que la trame viaire puisqu'il n'y a pas de bouleversement majeur dans la voirie, ni de création de grandes voies qui viendraient traumatiser le tissu urbain. Il évoque aussi le respect du patrimoine architectural, certains éléments méritant une attention particulière, mais également du patrimoine portuaire et du patrimoine industriel.

Il estime que la deuxième qualité, c'est une très belle mise en valeur des espaces publics, notamment de la plaque portuaire qui figure en jaune sur le plan, en accord avec le Port de Bordeaux. Il souligne qu'il faudra apporter un grand soin à la qualité de ces espaces publics.

Comme troisième élément, il cite la volonté d'établir ou de rétablir une continuité urbaine entre le quartier de Bacalan au nord, et le quartier des Chartrons au sud. Il n'entend pas ressusciter des débats anciens sur le choix pont/tunnel, mais un des critères qui les avait guidés pour écarter le tunnel, était qu'il exigeait une trémie qui se poursuivait, sinon jusqu'à la place Latule, du moins jusqu'à la moitié de la rue Lucien Faure, et créait une sorte de fossé entre les Chartrons et Bacalan. Là, au contraire, il fait observer que l'on a une vraie continuité avec la question de l'aménagement de la rue Lucien Faure, et surtout, ce système de sentes perpendiculaires aux Bassins à Flot, à la rue Lucien Faure, de part et d'autre, qui permettra cette continuité.

Autre élément qui lui paraît très positif, c'est cette volonté de poursuivre la promenade des quais, car quand on est à Cap Sciences, on tombe en arrêt aujourd'hui. Il croit qu'il est très important d'offrir la possibilité aux piétons et aux vélos de poursuivre cette promenade le long des Bassins à Flot, et de rejoindre, par des pistes cyclables bien adaptées, le lac et au-delà du lac, les pistes cyclables départementales.

Il ajoute que bien sûr, il y aura une forte exigence environnementale dans cette réalisation, et d'abord une densification importante avec 5 500 logements. Il voudrait faire une petite parenthèse à ce sujet sur les hauteurs, Nicolas MICHELIN connaissant son souci. Certes, on ne va pas rester à une ville en rez-de-chaussée, à un étage, encore que

l'UNESCO, rappelle-t-il, attache beaucoup d'importance à cette volumétrie de la ville, et il est normal qu'on monte, à R+3, R+4, mais quand on parle de R+7 ou 8, il insiste sur le fait qu'il faut que ce soit vraiment des aiguilles qui ne constituent pas le volume général du quartier, mais bien quelque chose qui soit un peu exceptionnel.

Il souligne une forte exigence environnementale avec le souci d'efficacité énergétique, trouvant très astucieuse l'idée d'utiliser la chaleur de la station d'épuration pour chauffer une partie du quartier, mais aussi une forte exigence environnementale dans les déplacements, puisqu'il y a déjà la ligne de tram sur la rue Achard, plus le TCSP sur la rue Lucien Faure et sur le pont Bacalan/Bastide. Il est très heureux de voir que des pistes cyclables seront prévues partout, et que le déplacement des piétons sera également favorisé.

Il ne s'attardera pas sur les équipements publics, mais voudrait simplement souligner l'importance des équipements culturels qui animeront ce quartier, avec tout d'abord la base sous-marine. Il souscrit à l'idée de ne pas s'engager, dans l'immédiat, dans une grande reconstruction intérieure de la base, car c'est très compliqué et très coûteux, mais en revanche, l'idée de l'ouvrir et de permettre une circulation de part et d'autre lui paraît très bonne. Il précise qu'elle est déjà animée, qu'il s'y passe déjà beaucoup de choses, et il pense qu'elle peut monter en puissance au niveau des activités culturelles. Mais il indique qu'il y a aussi le Centre Culturel du Vin sur l'emplacement actuel de la fourrière, qui sera un lieu d'attraction fort, et le garage moderne, ainsi que d'autres équipements de ce type.

Il n'insistera pas sur les mixités, Nicolas MICHELIN l'ayant fait. Il évoque cependant la mixité dans le logement avec 25, et, pourquoi pas, 30% de PLUS et de PLAI, plus de l'accession sociale à la propriété qui doit être fortement développée dans ce quartier. Il rappelle que même si on n'atteint pas les pourcentages de 20% de logement social officiellement recensés, le quartier de Bacalan est un quartier populaire, et aller au-delà de 25% à 30% de PLUS et PLAI ne serait pas respecter la nécessaire mixité sociale. Il cite la mixité fonctionnelle aussi, puisqu'il y a la volonté d'attirer des activités de toute sorte, y compris des activités de petite industrie légère, liées au nautisme. Il espère que le Port pourra concrétiser le projet de port de plaisance, sachant qu'il y a déjà eu un appel d'offres qui n'avait pas abouti, et il forme le vœu que le prochain aboutira.

Il pourrait développer encore beaucoup de ces points, mais ne veut pas être trop long, et il insiste sur leur volonté de passer rapidement à la phase opérationnelle avec les deux îlots qui ont été décrits, Nexiti, Domofrance, mais il y a aussi, au sud de la rue Lucien Faure, un autre îlot prêt à démarrer, où Domofrance interviendra.

Il voudrait insister à nouveau, comme il le fait souvent en Bureau, sur la nécessité de poursuivre les études sur la rue Lucien Faure, car il faut que l'on sache ce que l'on va faire sur cette voie, c'est-à-dire un boulevard urbain, naturellement, avec un TCSP, et il estime qu'il faut que ce projet avance pour être en phase avec les travaux du pont, en particulier.

Il tient à formuler deux ou trois petites remarques qui ne sont pas des critiques, mais des suggestions. Il pense qu'on n'est pas très innovant sur la collecte des déchets dans ce projet, mais c'est dû au fait qu'une grande partie du quartier est déjà bâtie, et qu'il faudra, peut-être, améliorer un petit peu les propositions dans ce domaine, puisqu'il y a de

nouvelles techniques qui se développent comme la technique pneumatique. Il croit qu'il s'agit là d'une possibilité d'amélioration.

Il a été très heureux d'entendre dire que le succès des opérations d'aménagement, était souvent le succès du rez-de-chaussée, contrairement à d'autres périodes où l'architecture de dalles avait beaucoup de succès, et où on faisait au rez-de-chaussée des endroits non fréquentables. Il exprime un petit souci, qui est comment fait-on des parkings en rez-de-chaussée tout en rendant celui-ci agréable, et il pense qu'il y a sans doute une réponse à cette question qui lui est venue à l'esprit en écoutant M. MICHELIN décrire l'îlot Nexiti/Domofrance.

Et puis enfin, sur l'aspect architectural qui est en devenir, il souscrit tout à fait à l'idée qu'il faut une diversité d'architectes, mais il pense aussi que le rôle de l'urbaniste en chef est de définir un certain nombre de bonnes pratiques ou de règles générales qui seront valables, sans brider pour autant l'inventivité des architectes qui seront appelés à travailler.

Il résume que ce sont là les quelques observations qu'il voulait ajouter tout en renouvelant sa satisfaction de voir cette belle opération qu'ils portent en maternité depuis, sinon neuf mois, mais depuis neuf ans peut-être, et qui arrive aujourd'hui presque à la naissance.

Mme DIEZ considère qu'ils ne peuvent que se louer de l'avancée de ce projet concernant les Bassins à Flot et de la mise en valeur de ce secteur où, malheureusement, il y a beaucoup de zones en friche. Elle estime que c'est l'occasion de redynamiser ce quartier avec une volonté commune de conserver le génie des lieux, et ils ne peuvent qu'être satisfaits.

Ils savent que le grand port maritime de Bordeaux est propriétaire de la grande majorité de ces terrains, aussi aimeraient-ils connaître son avis et son implication par rapport à ce projet, et savoir s'il a la volonté de mettre en valeur son patrimoine, et sous quelles conditions. Elle se demande s'il considère que rendre vivants les Bassins à Flot, au-delà de leur conservation, est un enjeu, ou alors, s'il considère que c'est de la volonté de la commune et de la CUB, et donc, à ces collectivités à pourvoir au financement, et dans ce cas, s'il est prêt à les aider.

Elle souhaiterait appeler l'attention de ses collègues sur le devenir des résidents des Bassins à Flot, plus précisément ceux qui ont fait le choix de vivre au quotidien sur leur bateau, et elle souhaite savoir si on leur laissera les moyens financiers de rester sur les lieux, ou si on les poussera vers la sortie de ces mêmes Bassins.

Elle aimerait aussi appeler leur attention sur les petites entreprises qui se sont implantées il y a peu de temps sur cette zone par l'attrait des loyers relativement bas, et de leur conservation sur ces lieux. De même, dans le projet qui leur a été présenté, elle estime qu'il serait souhaitable, éventuellement, d'y voir planter une pépinière d'entreprises qui permettrait ainsi à de jeunes entreprises de commencer et de s'implanter sur ce quartier.

Elle revient sur un autre sujet concernant l'une des idées principales de la circulation douce piétons/vélos par la création de très nombreuses sentes partant des Chartrons pour aboutir sur les quais des Bassins à Flot, et elle demande quelle solution a été prévue pour

la traversée du boulevard urbain Lucien Faure et ses 44 000 véhicules/jour, s'il y aura des feux rouges tous les 30 ou 40 mètres, et donc, ce qu'il en sera de l'impact écologique à l'arrêt et au redémarrage des flux automobiles.

M. MAURIN fait observer qu'un nouveau quartier de 5 400 logements va naître autour des Bassins à flot, sous la conduite de l'urbaniste Nicolas MICHELIN, dans le cadre d'un plan d'aménagement d'ensemble (PAE). Il rappelle que les élus Communistes et apparentés ont déjà dit à la CUB qu'il fallait éviter de considérer ce site comme un no man's land à intégrer dans un paysage urbain en devenir, ni comme une simple opportunité foncière qui prolongerait la visée touristique, commerciale, voire muséale, des quais version Corajoud, ni comme un lieu expérimental où il s'agirait de faire croire à une renaissance d'un génie du lieu en y éclairant deux grues perdues parmi les bureaux, ni enfin comme une simple charnière entre quartiers populaires, où la mixité fonctionnelle et sociale ne serait qu'un argument de façade pour « boboïser » un territoire.

Il invite ses collègues à se souvenir qu'en 2004, ils étaient les seuls dans cette enceinte à ne pas adopter le projet Grumbach, qu'ils posaient les questions du développement des savoir-faire existant, ceux du PAB, de l'ARNI, d'Air Océan Formation, et qu'ils interrogeaient sur l'opportunité d'utiliser ce site unique en France pour la filière nautique électrique, en lien avec l'usine SAFT, toute proche. Il rappelle également qu'ils militaient pour le maintien de la grande écluse, la réutilisation des formes de radoub pour la maintenance navale des barges de transport fluvial, celles de l'A380, comme peut-être, demain, celles transportant les déchets ou mâchefers par la Garonne. Il souligne qu'il s'agissait de questionnements qui, loin de pouvoir être caricaturés en une anachronique réintroduction de l'industrie lourde à deux pas des Quinconces, ont eu le mérite de nourrir le débat ...

Il considère que le projet soulève aujourd'hui trois inquiétudes économiques majeures, qui sont la forte réduction de la superficie de la plaque portuaire qui obère les perspectives de développement d'activités nouvelles, l'usine Lesieur qui est présentée comme en sursis, et le tertiaire et le commercial qui sont prédominants. Ils rappellent leur préférence à préserver sur ce site le maximum d'atouts, y compris dans le cadre de son image UNESCO et de ville modèle pour le développement durable, renvoyant à une prospective claire et sans ambiguïté en direction d'activités liées au port et à la navigation.

Il signale une deuxième inquiétude soulevée par le projet sur le logement. Il relève que le Maire projette 25% de logements locatifs sociaux, ce qui est, à leur avis, très insuffisant en regard de la crise et du non respect par Bordeaux de la loi SRU sur l'ensemble de son territoire. Ils considèrent que la proportion de logements locatifs de type PLUS et PLAI devrait approcher 50% de l'offre totale, si l'on veut permettre une vraie mixité, n'excluant pas la majeure partie de la population, or on sent bien, avec ce PAE, que ce sont les promoteurs privés qui ont la part belle pour faire du logement de luxe principalement.

Il précise que leur dernière inquiétude porte sur les déplacements. Il indique que l'enjeu de la réussite du projet sera son inscription dans le schéma de déplacement de l'ensemble de Bordeaux-nord, avec principalement l'épine dorsale que représente l'axe Pont Bacalan Bastide – rue Lucien Faure, axe qui impose la réalisation rapide d'un tram-train reliant la gare de Cenon à celle de Ravezies, et mettant à profit la ligne de ceinture SNCF.

A cette étape du dossier, il précise que les élus Communistes et apparentés s'abstiendront.

M. ASSERAY remercie pour cette présentation qui a été assez complète. Par contre, il y a quelques points qu'il tient à aborder, car il a vu qu'il y avait un parking à silos de 3 à 400 places qui jouxterait le G2, et il se posait la question de savoir s'il était judicieux de le mettre juste en face des Bassins à Flot, puisqu'il est indiqué dans le projet que tout était tourné vers les Bassins à Flot. Il se demande s'il n'y a pas autre chose à mettre qu'un parking de 3 à 400 voitures, et suggère de le transférer plutôt vers la rue Lucien Faure. Concernant l'idée du réseau de chaleur, il aimerait avoir une étude plus précise, parce qu'il est intéressant de récupérer les eaux chaudes issues de la station d'épuration, mais il ne faudrait pas que ce soit une fausse bonne idée écologique. Il explique que d'une part, cela va remettre en cause toute la voirie parce qu'il va falloir amener cette chaleur vers toutes les zones et tous les îlots, et il faut savoir que la température qui va ressortir de la station d'épuration va être autour de 40 à 60° et donc, on risque de réchauffer l'eau à la sortie de la station d'épuration pour avoir à la réchauffer en bout de zone. Il estime qu'il faudra bien que l'on connaisse le bilan écologique de tout cela, et il se demande s'il n'y aura pas à évaluer ou à proposer d'autres solutions, sachant que l'on est dans une zone à haute qualité environnementale, c'est-à-dire que ce n'est pas le chauffage qui va coûter le plus cher, mais c'est l'eau sanitaire qui doit être à une certaine température pour être utilisée.

Concernant un point qui l'interpelle à titre personnel, il voudrait savoir combien de personnes avaient répondu à ce projet en tant qu'architectes, et s'il n'y aurait pas un conflit d'intérêt, parce qu'il a cru comprendre que les îlots seraient confiés à des architectes qui seront contraints de respecter un règlement qui serait établi pour cette zone, alors que M. MICHELIN a indiqué qu'il pouvait être à la fois architecte de la zone, c'est-à-dire architecte de cette opération d'urbanisme, et aussi pour le compte de promoteurs. La question de savoir s'il n'y aurait pas possibilité de conflit d'intérêts lui vient donc à l'esprit.

Mme DELATTRE voudrait, au nom de tous les riverains, remercier Nicolas MICHELIN et toute son équipe pour sa méthode de travail interactive, et ajouter qu'au-delà des ateliers des Bassins à Flot qui ont réuni les porteurs de projets, elle a pu présider, depuis un an, quatre réunions de concertation, la dernière en date ayant eu lieu hier soir, au cours de laquelle ils étaient à peu près 200 autour de Nicolas MICHELIN. Elle indique que les riverains ont vraiment l'impression d'avoir tenu le stylo ou le pointeur de la souris de Nicolas MICHELIN, et à la fin de cette présentation, il y a eu des applaudissements de la part de l'ensemble des riverains, et elle voudrait encore le remercier.

M. DANJON estime qu'il y a beaucoup de points très positifs dans ce beau projet, mais les Verts s'interrogent sur la densité d'habitants et d'emplois qu'on devrait obtenir dans cette zone centrale très bien desservie par les transports en commun, accessible à pied et à vélo. Comme cela a été dit, une ville de proximité est une ville dense, et il relève que vont être urbanisés 102 hectares dont ils ne savent pas très bien si ce sont des surfaces nues ou pas. Il constate qu'avec 5 500 logements et deux occupants par logement, on

obtient une densité d'environ 100 habitants par hectare, ce qui fait pratiquement deux fois moins que dans les autres éco-quartiers. Dans les années qui viennent, il rappelle que devraient être accueillis peut-être 200 000 nouveaux habitants sur l'agglomération, et que le tissu existant va être densifié, mais qu'il n'y a que sur les zones de projets comme celui-là que l'on peut vraiment monter plus haut, en particulier face à des paysages de grande dimension comme le sont ces bassins.

Mme FOURCADE précise que ce qui l'a intéressée dans l'exposé qui a été fait, c'est le concept de mixité sociale. Autant elle pense que lorsque l'on bâtit un quartier, on peut influencer sur la mixité sociale, autant, concernant bien les Hauts de Garonne, la mixité sociale est difficile à reconquérir lorsqu'elle n'existe plus. Il lui paraît important de bien cerner ce concept là dans un premier temps, de bien dire de quoi on parle, et bâtir cette mixité sociale dans ce nouveau quartier, alors qu'il est très difficile de revenir en arrière et de la reconquérir.

M. SOLARI se félicite de ce formidable projet présenté par Nicolas MICHELIN. S'agissant des personnes handicapées, on sait qu'on est en manque cruel d'hébergement au niveau du logement et il note que là, on pourra obtenir un maximum d'habitations réservées. Mais il voudrait appeler l'attention de M. MICHELIN par rapport aux parcours de promenades, parce qu'il faut respecter le contraste de couleurs au niveau de tous les handicaps. Il a été dit qu'il n'y aura pas de mobilier urbain, mais il considère qu'il faut quand même penser à la déambulation des personnes malvoyantes ou aveugles, et qui ont un très gros problème de déplacement. On s'en est rendu compte sur certains endroits que l'on est en train de corriger, souligne-t-il. Il estime cela très important d'éviter d'avoir toujours la même couleur. De toute manière, il se dit prêt à le rejoindre et à être vigilant sur le respect de la loi du 11 février 2005, ainsi que sur son application.

M. BRUGERE tient à féliciter M. MICHELIN pour son travail. Il remarque que celui-ci a parlé de Saint-Nazaire, et il rappelle que la Ville de Bordeaux est jumelée avec Bristol où il y a un aménagement des bords de la rivière Avon et des bassins à flot, dont on pourrait s'inspirer pour les zones d'habitat mixte, pour les zones culturelles, pour les zones de la petite industrie, pour les zones de déplacements doux et celles de convivialité. Il indique qu'à Bristol, cette intégration est assez remarquablement réussie, et il lui semble qu'on aurait du mérite à aller chercher de l'inspiration là bas, sans imiter ce qui y a été fait, mais en s'en inspirant.

M. DUCHENE tient à remercier ses collègues pour leurs interventions, car il a apprécié la mesure dans leurs propos. On sent un soutien très large à ce projet, même si certains s'interrogent, et il se propose d'essayer de répondre sur un certain nombre de points.

Concernant la déclaration de leur collègue **M. MAURIN** sur le logement social, il rappelle que le Maire de Bordeaux a toujours dit qu'il voulait développer du logement social dans la ville, et qu'ils voulaient en réaliser à cet endroit là. C'est 25%, ça peut être 30% de logements sociaux, mais il souligne qu'en tous cas, ce qu'ils ne veulent pas, c'est réaliser un espace qui serait coupé des autres quartiers. Il fait observer qu'il y a, de chaque côté de ce PAE, des quartiers que l'on pourrait qualifier de sociaux, avec la présence de

nombreux logements sociaux, non seulement conventionnés, mais en « libre », et le projet de Nicolas MICHELIN montre bien la volonté du Maire de Bordeaux de relier les deux quartiers des Chartrons et de Bacalan, de telle manière que ce PAE ne soit pas isolé. Il indique que la trame viaire leur donne bien l'image de ce qu'ils veulent dans ce quartier là, c'est à dire les relier les uns et les autres de telle manière que l'on trouve un quartier multifonctionnel.

Concernant le logement social, il voudrait rappeler qu'ils en font, mais qu'ils doivent aussi trouver des financements. Il invite à se souvenir qu'une ZAC était prévue à cet endroit là, et qu'il y a un PAE aujourd'hui. Il précise que grâce à Nicolas MICHELIN et à leurs services, ils sont arrivés à un juste équilibre entre le logement social et le « libre ». Il souligne qu'ils font du « libre » parce que celui-ci participe au financement de ce PAE, puisqu'ils réalisent 124 M€ qui sont payés par le logement libre. Il évoque par exemple, le fait qu'il faudra aménager la plaque portuaire qui est immense, et il leur faut donc des financements pour aménager les espaces publics. Lorsque son collègue dit que c'est un quartier réservé aux riches et aux promoteurs qui vont faire ce qu'ils veulent, il rappelle qu'ils sont dans le cadre d'un PAE, et que le politique et l'administratif contrôlent les aménageurs. Il précise que la participation en m² des logements libres est la plus élevée de tous les PAE de la CUB, qu'ils sont à 110 €/m², et que dans ce projet là, la Ville de Bordeaux, la CUB, et surtout les aménageurs, font un effort important qu'ils leur ont imposé, et il y a donc une volonté de faire participer fortement les aménageurs, car ils sont dans un lieu emblématique.

Concernant le logement, il pense avoir répondu et avoir rassuré ses collègues. Il leur rappelle que sur le logement d'urgence, ils sont les premiers sur l'agglomération et assument une grande part du logement social, et une grande part aussi de la précarité. Il les invite donc à en tenir compte dans leurs interventions. Il ajoute qu'ils ont aussi besoin de rééquilibrer ce quartier, en trouvant un juste nombre de logements sociaux et de logements libres.

Sur l'autre aspect qu'est l'activité économique, évoquée par Mme DIEZ, il souligne comme le Maire de Bordeaux l'a dit des dizaines de fois, que tous ces aménagements ont un but essentiel, qui est l'emploi. Il invite à bien regarder la finalité de ces projets qui est de créer de l'emploi, et sur cet espace là qui est historiquement un espace portuaire, avec ces milliers d'emplois qui existaient à cet endroit, ils veulent un quartier multifonctionnel, pour que de l'activité économique se développe, et qu'elle s'équilibre avec le logement. Il insiste sur le fait que ce n'est pas de l'activité industrielle lourde, mais chacun sait que le Port a des propositions sur les Bassins, et qu'elles se concrétisent de plus en plus. Il répète qu'ils ont la volonté d'avoir un quartier avec de l'emploi, de l'artisanat, et de l'activité économique. Sa collègue ayant évoqué les résidents en bateau, il précise qu'ils ne veulent pas les faire partir, car ils seront intégrés au projet, et il croit que M. MICHELIN la rassurera, ainsi que le Port, puisque celui-ci a son mot à dire. Il indique qu'ils veulent qu'ils restent, qu'ils souhaitent un espace qui soit un port d'hivernage, et que les personnes qui vivent sur ces bateaux puissent y habiter dans de bonnes conditions de sécurité.

A leur collègue qui parlait de la densité, il répond qu'ils ont une très bonne densité sur ce secteur là, pensant qu'on est à 128 logements à l'hectare. Il rappelle que sur la CUB, ils sont en moyenne à 25 logements à l'hectare, et tombent à 10 logements à l'hectare sur le Médoc. Il précise qu'ils s'inscrivent dans la logique qu'a définie le Maire depuis maintenant

assez longtemps, et veulent une ville plus dense, et ils vont se donner les moyens de construire à cet endroit là. Il insiste sur le fait que plus ils auront de la densité, et moins il y aura d'étalement urbain, mais il souligne que par contre, la densité ne va pas obligatoirement avec des hauteurs importantes, et c'est pourquoi les projets qui ont été déjà présentés, démontrent qu'on peut faire de la densité sans des grandes hauteurs, car il suffit d'avoir de l'intelligence au niveau de la manière dont on organise les espaces.

Il retient qu'ils ont fait un bon choix en retenant Nicolas MICHELIN, mais il doit rendre hommage aussi aux services de la CUB qui ont réalisé un PAE extrêmement équilibré, qui était très difficile à mettre en place.

Enfin, concernant la rue Lucien Faure, il indique qu'elle sera aménagée un peu comme le sont aujourd'hui les quais, c'est-à-dire avec des contre-allées, un espace pour le transport en commun, des plantations, et surtout, des plateaux surélevés qui permettent aux piétons de traverser dans de très bonnes conditions de sécurité. Il précise qu'ils auront un boulevard urbain, et non pas une autoroute à voitures.

M. le Président Vincent FELTESSE tient à son tour à remercier Nicolas MICHELIN pour sa présentation et pour ce travail. Différents aspects dans ce projet lui paraissent extrêmement intéressants, et d'abord, le parti pris de respect des lieux, car depuis des décennies, on a trop vécu sur le principe « *on rase systématiquement ce qui a été fait avant* », comme si on était plus forts que nos prédécesseurs, et il trouve que cette approche sensible des choses est très intéressante.

Il relève que la question du développement durable sera très présente dans ce travail, chacun connaissant toutes les recherches appliquées de Nicolas MICHELIN, et ce qu'il a pu faire dans d'autres communes, notamment à Dunkerque.

Il voudrait répondre à une question de Bruno ASSERAY et préciser que la manière de faire est, pour lui, extrêmement intéressante et innovante. Il rappelle que le cahier des charges qui a été lancé par la CUB, en liaison étroite avec la Mairie de Bordeaux, a été de dire qu'on veut à la fois un plan guide et un travail d'architecte conseil, soulignant qu'on a suivi une procédure similaire pour la caserne de la Bastide. Il indique que tout cela a comme objectif d'arriver à produire de la ville plus rapidement, et de manière plus négociée. Il insiste sur le fait que les ateliers permanents, qui se font aussi avec les promoteurs, demandent de leur part une grande vigilance, parce qu'on sait bien que les promoteurs ne sont pas altruistes, sinon ils ne seraient pas promoteurs. En même temps, il fait observer qu'il y a une telle crise du logement dans notre pays, qu'il faut qu'on arrive à trouver des moyens pour faire sortir les choses plus rapidement, ce qu'on applique aujourd'hui sur Bordeaux l'ayant été dans d'autres communes, à Lyon, Grenoble etc...et c'est quelque chose de très intéressant. Il cite Dunkerque, sur lequel Nicolas MICHELIN est intervenu. Il tenait à insister sur ce premier point, au-delà de la grande qualité du travail.

A titre de deuxième point, il indique qu'il y a un certain nombre de choses qui restent encore à régler, et bien sûr, la question des déplacements dans ce secteur nord de l'agglomération, les déplacements routiers, mais aussi les transports collectifs, et ce sera l'objet du SDODM ou du SDUC 2. Il pense que la question de la présence industrielle et de l'avenir du grand port maritime de Bordeaux n'est pas une question neutre, et qu'ils

auront l'occasion de travailler dessus avant l'été. Il souligne qu'il y a la plaque portuaire, mais qu'également, qu'il faut voir le développement stratégique pour le port, maintenant que Fourgaz a été abandonné. Il rappelle les chiffres, à savoir que le Port représente 8 millions de tonnes, et le projet Fourgaz, 2 millions de tonnes supplémentaires. Il considère qu'il faut que l'on trouve un projet alternatif pour le développement du port de Bordeaux, celui-ci ne pouvant pas avoir uniquement une gestion patrimoniale des choses, même si le port joue plutôt bien le jeu sur les Bassins à Flot.

Il ajoute qu'il y a la question de la répartition du logement social que l'on va devoir aborder de nouveau, non pas sur ce dossier, mais par rapport à leurs objectifs d'augmentation de la population sur l'agglomération bordelaise, et celle des types de logements abordables pour les uns et les autres. Il rappelle que vient de passer une délibération sur l'aménagement du centre-ville de Blanquefort, où il est essayé de faire 1/3 logement social, 1/3 accession aidée, 1/3 accession libre, ce qui veut dire qu'il faut que la CUB accompagne davantage les communes, parce que dans le principe des ZAC, où on était à une part de 20 à 25%, le déficit était moins important. S'ils ont le souhait d'aller plus loin dans le logement abordable au-delà de l'aide par logement, il estime qu'il faudra peut-être que l'on revoie cela.

Enfin, comme dernier point, il pense que chacun sait qu'ils sont convenus entre eux, de passer à une métropole d'un million d'habitants, non pas pour qu'il y ait un million d'habitants, les chiffres n'ayant pas de valeur, mais parce que c'est là qu'il y a les emplois, les transports collectifs, et les services publics. Dans le porté à connaissance de la Ville de Bordeaux, il indique qu'il y a 100 000 habitants de plus qui sont envisagés, et Bordeaux, avec l'aide de la CUB, se donne les moyens de les atteindre. Il précise, à cet effet, qu'ils étaient sur « Ginko » Berge du Lac il y a quelques jours, qu'ils sont sur les Bassins à Flot, qu'il leur a parlé de la Caserne Niel, et que le décret de création de l'établissement public d'aménagement pour l'OIN Euratlantique a été publié cette semaine après avis du Conseil d'État. Il y aura aussi 100 000 habitants à trouver en périphérie, articulé avec les corridors de transports collectifs et avec ce que sont les communes périphériques, et il insiste sur le fait que ce sont aussi toutes ces tâches qu'ils ont devant eux.

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ
Le groupe des élus Communistes et
apparentés s'abstient

M. DUCHENE

2010/3/ 30 BORDEAUX - ZAC "la Berge du Lac/Ginko" - Dossier modificatif de ZAC et avenant n°2 au traité de concession - Approbation - Décision - Autorisation - Prévision

M. DUCHENE voudrait faire une intervention sur le prix des terrains, et souligner qu'ils ont été achetés à la SAUNAB pour une valeur de 4,5 M€ à l'époque, et sont revenus à Bouygues Immobilier pour un montant de 26 M€. Il pense donc que la CUB réalise une bonne opération.

M. HURMIC indique que les Verts considèrent que ce projet de ZAC Berge du Lac, appelée désormais Ginko, est une opération d'aménagement qui se veut exemplaire en matière de développement durable et de ce que devrait être un éco-quartier. Ils reconnaissent qu'il y a, autour de ce quartier, un certain nombre d'avancées, notamment en termes de performances énergétiques des bâtiments, de recours aux énergies renouvelables avec l'alimentation d'un réseau de chaleur par une chaufferie à bois, mais également en termes d'éco-mobilité, avec une réduction manifeste de la place de la voiture et une desserte privilégiée par le tramway. Ils approuvent donc ces ambitions.

Cependant, leur groupe votera contre cette délibération, notamment en raison de l'inflation du programme d'accompagnement commercial de cette opération. Il rappelle à ses collègues que le dossier modificatif de la ZAC qui leur est ici proposé, accepte une augmentation de 12 000 m² de surface commerciale, ce qui fait passer le nombre de m² commerciaux de ce projet, des 20 000 m² initialement prévus qui étaient déjà considérables, à un total de 32 000 m² aujourd'hui, puisqu'il leur est proposé de le modifier en ajoutant 12 000 m².

Ils ne sont pas dupes du fait que les opérateurs immobiliers cherchent à équilibrer leur opération par une sorte de continuité urbaine, consistant à renforcer le pôle commercial existant de Bordeaux Lac, en faisant la jointure avec le nouveau quartier.

Ils pensent également qu'aujourd'hui, les grands acteurs de l'urbanisme commercial ont trouvé, à travers le terme nouveau d'éco-quartier, un moyen moderne et séduisant d'agrandir les surfaces commerciales dans l'agglomération, en exploitant habilement les failles et les limites de la régulation de la Communauté Urbaine en la matière. Il est évident à son avis, que, de la part de quelques opérateurs immobiliers, on essaie d'habiller un certain nombre de projets de façon très moderne, très tendance, en disant qu'il s'agit d'éco-quartiers, mais en fait, il s'agit principalement d'une façon d'augmenter encore considérablement les surfaces commerciales de Bordeaux Lac.

Ils estiment que si ce quartier doit s'appeler éco-quartier, il lui manque manifestement une dimension écologique majeure que l'on retrouve davantage dans le projet qui vient de leur être présenté par M. MICHELIN, c'est-à-dire la mixité fonctionnelle. Il demande où se situe la mixité fonctionnelle de ce projet, si l'on songe que l'un des objectifs clairement avancé par la délibération d'aujourd'hui, consiste à augmenter considérablement l'uniformité commerciale de Bordeaux Lac, qui est un quartier déjà, avec 107 000 m², largement consacré aux grandes surfaces commerciales. Il fait observer qu'on leur propose aujourd'hui d'accentuer cela, avec 30% de plus puisqu'on rajoute 32 000 m² de grandes surfaces commerciales autour de ce projet. Il considère que c'est tout, sauf de la mixité fonctionnelle, qui est un des critères majeurs pour mériter le qualificatif d'éco-quartier. Dans ce quartier qui va accueillir entre 4 et 5 000 nouveaux habitants, il fait remarquer qu'il y est prévu à peine 2 000 m² au niveau des commerces de proximité, ce qu'il juge dérisoire, et signifie que les nouveaux habitants de ce quartier n'auront pas d'autre choix que de continuer à alimenter les caisses des grandes surfaces commerciales de Bordeaux Lac.

Donc, tout cela, à leur sens, ne milite pas en faveur de l'appellation d'éco-quartier de ce futur quartier Ginko.

Il ajoute que le dossier est totalement paradoxal, et contraire à tout ce que la Communauté Urbaine dit et essaie de faire en termes de limitation des surfaces commerciales de notre agglomération qui est déjà sursaturée. Il rappelle que l'on est déjà en surcapacité commerciale au niveau de l'agglomération, et que quand on prend des agglomérations comparables comme Toulouse ou Nantes, on est déjà à +20% de surfaces commerciales par habitant, avec 1 207 000 m² pour 1000 habitants. Il note que l'agglomération de Nantes est une des moins pourvues, parce qu'elle a su mettre en place une charte d'orientation commerciale depuis déjà 1991, ce qui lui donne la densité la moins élevée. Il observe qu'ils n'ont pas de charte et ont la densité la plus élevée des agglomérations françaises, et que la délibération que le Conseil s'appête à voter aujourd'hui ne va faire qu'accentuer ce décalage et cette saturation, en lâchant à nouveau des milliers de m² commerciaux dans leurs opérations d'aménagement et dans leurs grands projets.

Il trouve cela tout à fait regrettable, et ce d'autant plus que l'on est en train de bafouer tous les objectifs qu'ils se sont déjà fixés. Il pense qu'il faut qu'ils en soient conscients, et il précise que c'est pour cela que les Verts voteront contre la délibération. Il rappelle que la Communauté Urbaine a été amenée à définir une politique d'urbanisme commercial à la fin de l'année 2007, qui reposait essentiellement sur 8 critères dont on leur disait qu'ils étaient essentiels pour respecter les principes de développement durable, et parmi ces huit critères, il constate qu'il y en a trois qui sont bafoués par la délibération d'aujourd'hui. Il note qu'ils se sont engagés à la poursuite d'un moratoire sur les nouvelles implantations de +20 000 m², et qu'ils sont aujourd'hui à 32 000 m² supplémentaires. Il précise qu'il s'agit donc du premier critère bafoué. Il souligne qu'également, ils mettent dans les critères, l'acceptation de l'extension des concentrations existantes dans le cadre de leur modernisation, dans la limite de +5 000 m², or ils sont aujourd'hui à +32 000 m², c'est-à-dire six fois plus que le seuil minima qu'ils s'étaient imposé, et ils s'étaient également engagés à veiller à un rééquilibrage du territoire en faveur de la rive droite et des quartiers défavorisés. Il relève qu'on ne fait qu'accentuer le pôle commercial de Bordeaux Lac, qui augmente ses capacités commerciales de +30% comme il l'indiquait.

Il insiste sur le fait que ce sont les critères qu'ils se sont fixés, qu'ils ont votés, et qu'ils ont également confirmé lors de la délibération qu'il a sous les yeux du 11 juin 2009, et qui s'appelle « orientation pour une politique d'urbanisme commercial de la Communauté Urbaine ». Il estime donc que l'on bafoue totalement deux délibérations au moins de la Communauté Urbaine, en tous cas les intentions qu'ils affichent sur la limitation de l'urbanisme commercial de périphérie. Il note aussi qu'on est en train de se doter d'outils qui peuvent s'avérer performants, par exemple, en ayant cette conférence permanente de l'urbanisme commercial. Il est heureux d'en faire partie, mais dans les réunions qui ont déjà eu lieu, il indique qu'est revenue systématiquement en leitmotiv la sursaturation des équipements commerciaux de périphérie, or aujourd'hui, on bafoue aussi ce diagnostic. Il a vu que lors de leur prochaine réunion qui aura lieu le 2 avril, ils vont débattre du contenu d'une charte d'urbanisme commercial sur l'agglomération bordelaise. Aussi pose-t-il la question à M. le Président de savoir si cela ne sera pas trop tard. Il pense qu'à un moment donné, ils ne seront plus du tout attractifs pour des nouvelles surfaces commerciales de périphérie, dans la mesure où ils seront déjà sursaturés. Il estime que la chose qu'ils auront peut-être tous ensemble à gérer, ce seront les friches commerciales, en raison de cette concurrence exacerbée qu'ils organisent à ce niveau là jusqu'à maintenant.

Il considère qu'ils sont face à un défi et que s'ils votent aujourd'hui cette délibération, ils font totalement fi, et bafouent totalement, les engagements qu'ils ont pris vis-à-vis des Bordelais, ainsi que les délibérations qu'ils ont précédemment adoptées et votées ici lors de leurs précédentes assemblées, et les objectifs qu'ils fixaient à la commission permanente d'urbanisme commercial. Donc, c'est la raison pour laquelle, en ce qui concerne leur groupe, ils sont extrêmement clairs, et votent contre cette délibération.

M. DUCHENE pense qu'ils ne bafouent rien. Il considère qu'il faut d'abord comprendre dans quel cadre s'inscrit cette réalisation. Si on prend Ginko, il convient qu'il s'agit d'un espace un peu restreint par rapport à cet espace commercial, mais ce n'est pas seulement ça, insistant sur le fait que c'est dans le secteur, entre Bruges Tasta, tout ce qui se passe autour du PAE Ausone, les logements sur le Bouscat, Bordeaux, le long des allées de Bouteau, et, dans les mois et les années qui viennent, des milliers d'habitants qui vont s'installer dans ce secteur et qui auront, grâce à ce pôle commercial, la possibilité d'aller y faire leurs courses.

Il ajoute qu'il s'agit d'un pôle commercial de nouvelle génération, et non à l'ancienne, puisqu'il y aura une grande rue piétonne qui, toutes proportions gardées, ressemblera à la rue Ste Catherine, avec du commerce de proximité et une pharmacie. Il pense que l'on peut envisager que les promoteurs pourront évoluer au niveau du choix des types de commerces au fur et à mesure qu'arriveront les habitants. Il estime que c'est un espace commercial qui correspond au renouveau de ce quartier là, qui, en outre, a vécu pendant trop longtemps comme un espace de cité dortoir. Ce qu'ils veulent y faire, c'est un quartier véritablement équilibré où les habitants pourront se déplacer en mode doux, et pourront faire leurs courses dans le secteur où ils habitent. S'ils ne créent pas du commerce à cet endroit là, il pense qu'il peut très bien y avoir des gens qui se déplaceront en voiture de cet espace vers le centre-ville. Il répète que ce ne sera pas le cas, et qu'ils pourront faire leurs courses dans ce secteur là, et grâce à cette opération, ils sont en train de réaliser une trame urbaine qui, petit à petit, va relier l'ensemble de ces espaces, de ces mini quartiers, de la place Ravezies jusqu'à l'espace des Berges du Lac.

Il estime qu'ils sont donc sur un espace que l'on peut qualifier d'équilibré par rapport aux logements, à l'activité économique et au commerce. Et il insiste sur le fait que ce centre commercial s'inscrira aussi dans une logique de développement durable, car il sera équipé de panneaux solaires, etc. Les verts peuvent être contre le développement de ces espaces commerciaux, mais à cet endroit là, dans le cadre du projet urbain dans ce secteur, il considère qu'il y a tout à fait sa cohérence.

M. MAURIN souligne qu'un projet immobilier comme celui des Berges du Lac, qui porte sur plus de 2000 logements, dont 700 logements sociaux, pèse lourd dans la politique logement et d'aménagement de la ville de Bordeaux et de la CUB. De plus, compte tenu de son délai de réalisation, 12 à 15 ans, il estime qu'il va contribuer à dessiner le paysage urbain à l'horizon de 2020/2030, et dans ce cadre, il conduit à poser plusieurs questions :

La première est de savoir pour qui, quand on sait qu'un logement social est accessible à plus de 70 % de la population, alors que l'acquisition d'un logement n'est réalisable que par 10 % des ménages, et on voit bien que la place du logement social est déterminante pour que la ville soit accessible à tous, et sans quotas limitatifs pour les familles

modestes. A cet égard, les élus Communistes et apparentés considèrent que la réalisation de 25 % de logements sociaux et de 7,5 % de PLS reste insuffisante, et ils se demandent comment, avec ce taux limité de réalisation, réduire le déficit actuel de 7000 logements sociaux sur la commune de Bordeaux, et comment y ajouter, dans les vingt ans qui viennent, 20 000 logements sociaux supplémentaires pour accueillir une partie les 100 000 habitants de plus à l'horizon 2030 ?

Sauf à renoncer à cette place du logement social et à la mixité imposée par les textes, il estime donc bien urgent de porter sans attendre le taux des logements sociaux à plus de 40 %.

Ils demandent également par qui, et au profit de qui est cette ville? La proposition qui leur est faite aux Berges du Lac, d'augmenter de 12 000 m² la surface commerciale leur rappelle que cette réalisation immobilière, y compris dans le financement des équipements publics, relève de l'activité commerciale, et constitue donc une forme de partenariat public/privé.

Ils demandent enfin au bénéfice de qui ? La lecture du pacte financier de vente du terrain les interpelle. Ils notent que l'aménageur sera remboursé de sa participation au financement des équipements publics, et qu'il est encouragé à ne pas dépasser l'enveloppe initiale de 12,585 M€, ce qui peut interroger sur la qualité de la construction des équipements publics.

De plus, ils ne voient pas apparaître le « régime de participation » du m² commercial à l'opération, comme dans les PAE, et ils pensent que cela mériterait une étude comparative sur plusieurs opérations immobilières, de l'avantage ou de l'inconvénient financier de recourir à un aménageur.

Enfin la compétition à l'agrandissement des surfaces commerciales les interroge sur la volonté de préserver le commerce de proximité, qui a pourtant fait verbalement l'unanimité à la dernière conférence des communes.

Il conclut qu'il s'agit là des questions sur lesquelles ce projet immobilier mérite encore d'évoluer.

M. le Président Vincent FELTESSE entend bien les préoccupations de Pierre HURMIC et cela montre bien toute la difficulté du dossier de l'urbanisme commercial. Contrairement à ce que dit celui-ci, on ne bafoue pas le moratoire, souligne-t-il, puisque celui-ci, et c'était une des faiblesses qu'il y voyait, portait sur 20 000 m² de commerces, et on atteint là les 20 000 m² de commerces. Il insiste sur le fait que dans ce moratoire, pour peu que l'on soit chaque fois en dessous des 20 000 m² de commerces, cela pouvait aboutir à des choses presque contre-productives. Il rappelle que l'on a aussi fait Ikea et un certain nombre de choses qui font que les m² commerciaux se sont développés.

Forts de cette nouvelle expérience du moratoire, il indique qu'ils sont en train d'affiner leur stratégie sur l'urbanisme commercial, avec des approximations des uns et des autres. Il avait eu l'occasion de leur faire remarquer avec un sourire narquois, que sur une délibération précédente, ils avaient voté pour l'extension des m² commerciaux sur ce même dossier. Il n'en conclut pas que les Verts changent de point de vue, mais sur ces dossiers là, il est assez compliqué de trouver la bonne manière de bloquer les choses.

C'est pour cela qu'ils ont affiné leur discours, qu'il pense que les 20 000 m² sont une tolérance beaucoup trop grande, puisqu'il est presque sur une notion de quota de m². Il précise qu'ils vont faire la charte, mais qu'ils vont surtout inscrire les zones dans le SCOT, sinon, ce sont presque des lignes Maginot que l'on fait et les opérateurs peuvent les contourner.

Ensuite, il est plus pessimiste que son collègue et pense que la « course à l'échalote » continuera, car sur l'urbanisme, on sait que le marché diminue depuis deux ou trois ans au niveau national et européen, mais qu'il y a également un marché spéculatif sur les m² commerciaux, ce qui fait qu'il continue à y avoir des opérateurs qui veulent se positionner sur l'agglomération bordelaise. Forts de toute cela, il indique qu'ils sont en train de faire évoluer leur doctrine, et ce dossier là est une nouvelle délibération sur une décision qu'ils ont déjà prise il y a deux ans et demi. Il y a un effet « paquebot » qui est extrêmement important, et il espère bien que, d'ici l'été, on aura quelque chose de plus efficient sur la question de l'urbanisme commercial, puisqu'il rappelle que, cet été, ils auront à adopter la charte et l'inscription dans les critères du SCOT.

M. JUPPE souhaite formuler deux remarques très brèves. D'abord, quand il entend Pierre HURMIC dire qu'il n'y a pas le même système de participation que dans un PAE, il estime que c'est une méconnaissance stupéfiante du dossier, parce que, dans une ZAC, cela se passe par l'acquisition des charges foncières, que les opérateurs ont payées à un très haut niveau d'ailleurs. Il indique que cette opération est une des plus équilibrées pour la Communauté Urbaine de toutes celles qu'ils ont menées en matière d'aménagement urbain depuis des années.

En second point, il est tout à fait favorable à durcir les règles en matière d'urbanisme commercial, mais il pense qu'il faut quand même être un peu sérieux. Si cette agglomération gagne 200 000 habitants, il considère qu'on ne pourra pas geler complètement les surfaces commerciales, et qu'il va falloir aussi réfléchir à ce problème.

M. HURMIC lui répond qu'il ne sert alors à rien de leur faire voter des moratoires si on leur indique aujourd'hui qu'on ne peut pas limiter les surfaces commerciales. Il invite alors à ne pas perdre de temps autour de ce type de délibération.

Il voudrait également répondre à M. le Président, sur le fait que les Verts n'étaient pas intervenus sur la première délibération, qu'il lui a fait remarquer habilement qu'ils étaient contre l'Aréna, contre Bordeaux Lac, et qu'on ne les avait pas entendus. Il tient à faire remarquer qu'ils sont d'une cohérence totale, car ils ont été très offensifs ici pour voter contre l'Aréna, comme on s'en souvient, et ils sont aujourd'hui offensifs pour voter contre cette délibération, en insistant sur le fait que la dernière fois, il y avait 20 000 m² de surface commerciale, et 32 000 aujourd'hui.

Il souligne que ce sont les gouttes d'eau de m² de surfaces commerciales qui font déborder le vase de l'équipement, et c'est la raison pour laquelle ils sont aussi déterminés à voter contre cette délibération.

M. le Président Vincent FELTESSE prend acte de leur position sur cette délibération et de cette cohérence, mais considère qu'on ne peut pas dire qu'on a encore augmenté par rapport à la dernière fois, car on ne parle pas des mêmes m², puisque, d'un côté, il y a les m² Shon, de l'autre les m² commerciaux, et que l'accord qui a été passé il y a 30 mois était de passer de 15 000 à 20 000 m². Il précise que l'on parle toujours de cela, et non pas de m² Shon, et qu'on ne passe par de 15 000 à 32 000 par rapport aux m² commerciaux.

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ
Le groupe des élus Verts-Europe
Ecologie vote contre et le groupe des
élus Communistes et apparentés
s'abstient

M. DUCHENE

2010/3/ 31 BORDEAUX - ZAC "La Berge du Lac/Ginko" - Cession des terrains communautaires à BOUYGUES IMMOBILIER Aménageur - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. ANZIANI P/ M. FAVROUL

2010/3/ 32 Maison de l'Europe Bordeaux Aquitaine - Subvention 2010

Mme ISTE indique que les élus Communistes et apparentés voteront ce rapport. Mais elle souligne que leur accord à la subvention de la CUB à la Maison de l'Europe est très lié à l'affirmation qui figure dans l'objet de l'association et qu'elle cite : « *favoriser le débat citoyen et pluriel* ».

Elle estime que la question de l'Europe est un sujet de débats et de confrontations, et leur groupe est, par exemple, opposé au désengagement financier de l'Europe, comme celui qu'ils constatent dans le rapport n° 31, où la participation du FEDER passe de 44 à 13 %, à l'image du recul de 25 % des dotations européennes sur le programme 2007/2013.

Elle pense que si on veut que cette maison soit ouverte à tous, elle doit donc être ouverte à toutes les idées, et pas seulement à l'institution « Union européenne » et à ses 27 états, mais aussi à ceux qui postulent à l'adhésion (Turquie comprise) comme aux 47 États du Conseil de l'Europe. Elle ajoute pas seulement aux partisans de l'Europe des marchands, mais aussi à ceux qui défendent l'Europe des peuples, pas seulement aux soutiens du traité de Lisbonne, mais aussi à ceux qui s'y opposent, et pas seulement à la dogmatique Commission européenne, mais aussi au Parlement et à sa diversité.

Ils seront donc très attentifs au respect de cette pluralité dans le fonctionnement de cette Maison de l'Europe.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme FAYET**2010/3/ 35 La CUB et ses communes membres - Programme Local de l'Habitat (PLH)
- Procédure de révision - lancement - autorisation - Année 2010**

M. MAURIN note à travers ces trois rapports, qu'il y a un bilan sur la politique communautaire de logement et des propositions pour construire l'avenir, tant au niveau du lancement de la révision du PLH que des orientations à donner au SCOT, avec une place importante au logement. Il rappelle que le groupe des élus Communistes et apparentés s'est exprimé complètement sur cette question du logement lors du débat sur la délégation à la pierre. Aussi, ne formulera-t-il que trois remarques :

En matière de bilan, il est rappelé, au rapport n° 75, que la Communauté atteint ses objectifs avec un peu plus de 2 000 logements sociaux sur 5 000 constructions nouvelles. Il estime que l'on pourrait discuter cette affirmation, en notant que dans le même rapport, on souligne que l'on ne dispose pas de sources chiffrées homogènes qui font que, et il cite : « *bon nombre de résultats n'ont pu faire l'objet que d'une évaluation approximative* ».

Ils ne contesteront pas une seconde l'effort programmé et réalisé à travers le plan d'urgence, mais il estime que c'est un vrai problème de ne pas disposer d'un outil statistique fiable. Ceci dit, s'ils constatent avec satisfaction que les objectifs ont été atteints, ces derniers ne sont pas à la hauteur des besoins, ni à la hauteur des obligations légales imposées par la loi SRU aux communes déficitaires.

Ils se demandent comment avancer à travers la révision du PLH et la réalisation du SCOT ?

M. le Président a noté lui-même, il y a un mois, que si l'on vise 200 à 300 000 habitants supplémentaires, il faut réaliser 8 à 9 000 logements, ce qui veut dire, à son avis, avec 40 % de logements sociaux, que cela se situe autour de 3500 logements sociaux.

Il considère comme une question centrale de savoir quand inscrire cet objectif dans leur politique, c'est-à-dire dans deux ans, à la publication du nouveau PLH, ou dès maintenant en exigeant par exemple, réellement, au moins 40 % de logements sociaux dans les ZAC et les programmes d'aménagement d'ensemble ? Or il constate que les dossiers qui sont présentés dans ce Conseil, plafonnent à 25 ou 32,5 % de logements sociaux, qui plus est, dans des communes déficitaires.

Il indique que la deuxième question posée est celle de l'intégration ou non dans le PLH et le SCOT, d'obligations réglementaires strictes permettant d'atteindre les objectifs fixés. Il se demande si les actes vont être conformes aux déclarations, ou bien si la liberté de laisser faire l'emportera sur la nécessaire planification des objectifs. En fonction de cela, il indique que l'on atteindra ou pas une véritable mixité sociale, assurant pleinement la place des familles modestes dans la cité, ou on les expulsera de l'agglomération, les positions divergeant ici sur ce plan.

Ils formulent la même observation pour les orientations proposées pour le SCOT et qu'ils approuvent, mais ils se demandent s'ils les retrouveront dans les décisions, et si la CUB fera la démonstration, face aux autres collectivités locales membres du SCOT, de son exemplarité dans la mise en œuvre de ces principes.

Il rappelle que leur groupe a montré, par exemple, que la troisième phase des transports publics, renvoyant à plus tard les liaisons périphériques comme la ligne de ceinture, ne contribuait pas à limiter l'étalement urbain. En définitive, sur tous ces dossiers, la question déterminante est à leur avis, de savoir s'il y a la volonté politique d'atteindre ces objectifs, et quels moyens réglementaires contraignants ils se donnent pour cela.

Enfin, en dernière remarque, il souligne que la politique de l'État sera aussi déterminante dans la réussite des objectifs qu'ils se fixent, car quand le Président de la République remet en cause des décisions du Grenelle de l'environnement qui encadre leur politique d'aménagement et de développement durable, ou les moyens de l'État dans le logement social, on peut s'interroger sur la volonté qu'exprimera cette assemblée d'accompagner la politique du gouvernement ou de lui résister. Mais il considère que c'est à ce prix que l'on pourra construire une agglomération humaine et ambitieuse.

M. DUPRAT indique qu'à la lumière de cette délibération, on leur a parlé d'un document de planification et d'urbanisme qui regrouperait le PLU, le PDU et le PLH, et nourrit quelques inquiétudes quant à la souplesse de ce document. Quand on voit aujourd'hui le PLU qui a été voté dans cette salle le 18 juillet 2006 et qui ne sera révisé que fin 2013 début 2014, il s'inquiète sur la façon de faire modifier ou réviser ce genre de document, et pense qu'on verra qu'au quotidien, on aura du mal à le faire vivre, même si quelques révisions simplifiées peuvent exister.

Par ailleurs, ils ont souvent parlé dans cette enceinte de PPRI qui imposent un mode d'urbanisation de certains secteurs, et il rappelle qu'arrive aujourd'hui pour un certain nombre de communes, le PPRIF, qui correspond à la même chose, sauf que cela concerne les feux de forêt. Il relève aujourd'hui, que le document qui lui est proposé met des zones « 1AU » et « 2AU » de sa commune en zones rouges, c'est-à-dire inconstructibles, et il ne sait pas comment pouvoir faire de l'urbanisation, lorsque les zones constructibles deviennent, par magie, inconstructibles.

Il craint donc qu'ils soient, avec ce PPRIF qui concerne beaucoup de communes hors CUB, mais aussi quelques communes de la Communauté Urbaine puisqu'il y a un petit peu de forêt, face à une vraie difficulté de pouvoir tenir des engagements si les terrains qu'ils avaient prévus constructibles au PLU, deviennent à ce moment là inconstructibles.

Mme NOËL reviendra éventuellement tout à l'heure, dans le cadre du SCOT et du PLU, sur la question que vient d'aborder **M. DUPRAT**. Elle estime que le Programme Local de l'Habitat est vraiment le dossier majeur pour la Communauté Urbaine, ou en tous cas un des dossiers majeurs qu'ils ont à porter. Comme l'a dit **Véronique FAYET**, il faut des moyens, et elle pense qu'il faut que chacun ait à l'esprit l'importance de ce dossier.

Il y a 3 points qui sont évoqués dans le cadre du PLH, sur lesquels elle aimerait dire quelques mots, qui sont la nécessaire territorialisation de ce PLH, l'importance qui doit être accordée à la question du renouvellement urbain, et puis la question de la typologie des logements.

Sur le premier point, celui de la territorialisation, elle rappelle que depuis le début de la mise en œuvre de ce document, Les Verts disent qu'une territorialisation fine des besoins en matière d'habitat est totalement indispensable entre les communes pour rééquilibrer effectivement l'engagement en faveur du logement entre les communes et pour, au sein d'une même commune, introduire un équilibre et une équité entre les quartiers. Cela lui paraît extrêmement important, et à ce sujet, il est noté qu'il est essentiel en matière de territorialisation, d'intervenir prioritairement sur certains secteurs, et particulièrement sur les corridors de desserte de transports en commun. Elle souligne comme point extrêmement intéressant et encourageant, qu'il semblerait que 50% de la production de logements entre 2006 et 2008 se soit fait précisément sur ces corridors TCSP.

Cela amène de sa part une réflexion qui lui paraît importante, car elle croit qu'ils n'ont pas une maîtrise foncière suffisante sur ces secteurs, et de toute évidence, la construction qui s'est faite majoritairement sur ces couloirs TCSP, est une construction privée.

Elle pense donc qu'ils doivent pour l'avenir, puisqu'ils ont vocation à poursuivre l'effort en matière de desserte par le transport collectif, s'engager dans cette voie d'une maîtrise foncière aux abords de ces corridors. A ce titre, elle insiste sur un autre point, car il lui semble, et elle croit, que tous les élus qui ont des pouvoirs d'intervention en la matière, doivent faire en sorte que la manière de fonctionner des Domaines soit réformée. Elle estime qu'on ne peut pas continuer à travailler avec un service qui ne constitue pas du tout un outil foncier, mais qui accompagne le marché à la hausse ou à la baisse, ne fait qu'accompagner les mouvements spéculatifs, et cela ne peut plus durer, à son avis. Elle répète qu'on ne peut pas continuer à travailler avec un service des Domaines qui fonctionne de cette manière.

Le second point sur lequel elle souhaite s'exprimer, est celui du renouvellement urbain. Il lui semble que s'ils veulent précisément limiter leur développement urbain sur des espaces vierges, il faut travailler sur ce qui est déjà construit. Cela paraît bête, souligne-t-elle, mais c'est assez simple, et si on veut avancer, il faut travailler sur les zones urbaines, et c'est en cela que leur intervention sur le bâti constitué, sur les centres anciens des communes, sur les quartiers dégradés, lui paraît être totalement fondamentale. Et donc, elle considère que dans le cadre du PLH, ils doivent penser à des moyens lourds et renouvelés, d'intervention sur ces quartiers, parce que la question des moyens reste posée, comme on le voit au travers de programmes comme le PIG, le PNRQAD à venir, etc. Là, il s'agit de produire du logement, mais pas seulement, et elle estime qu'il ne doit pas s'agir, comme on l'a fait pendant de nombreuses années, de travailler uniquement sur le patrimoine, mais sur la dignité du logement, et sur le logement social. Elle pense qu'il y a un potentiel de reconquête qui n'est pas suffisamment exploité, et on sait que les opérateurs sociaux ne savent pas très bien traiter ces quartiers des centres anciens, car ils sont réticents à faire des logements d'insertion, et c'est eux, élus, qui doivent être vigilants à impulser et à soutenir des dynamiques dans ce sens.

Enfin, elle indique que le troisième point qui va avec, c'est la question autour de la typologie des logements et du tiers accession sociale, du tiers accession libre, et du tiers logement social. Elle croit savoir qu'hier, ces propos ont été tenus et c'est le logement d'abord, mais on constate que pour les plus fragiles, c'est d'abord le logement aux abords. On y reviendra tout à l'heure avec le SCOT, mais elle considère que la question, c'est que les catégories défavorisées continuent à aller aux abords, à la périphérie. Elle estime donc

que ce doit être le logement d'abord pour les catégories de ménages à revenus modestes. Il faut travailler sur le logement abordable, et il lui semble que la CUB a beaucoup progressé récemment sur la question d'accès sociale. Elle rappelle qu'il s'agit d'un dispositif qui monte fortement en puissance dans certaines communes, et elle s'en réjouit, et il lui a semblé entendre hier, aux entretiens sur l'aménagement, que le Pass Foncier allait être abandonné. Elle alerte cette assemblée qui a quelques possibilités d'intervention sur les politiques en matière de logement, car elle pense qu'il serait extrêmement dommageable d'abandonner le Pass Foncier, et parallèlement de maintenir le « Sellier ». On sait très bien que les personnes qui bénéficient fiscalement du dispositif Sellier sont déjà des propriétaires, et elle fait donc observer que l'on finance la rente et qu'on est train de constituer les copropriétés dégradées de demain. Elle explique qu'on assiste déjà à des phénomènes d'endettement, de sur occupation, de difficultés diverses pour tous ces logements « Sellier ».

Elle conclut son intervention en indiquant qu'effectivement, on ne peut pas continuer à soutenir des dispositifs comme le « Sellier » uniquement pour soutenir le bâtiment, sans s'interroger un instant sur le type de logement qu'on est en train de produire. Là encore, dans le cadre du PLH, elle considère qu'il faut vraiment qu'il y ait un équilibre entre la construction libre et la construction aidée, et que c'est sur la construction aidée qu'il faut mettre les feux « plein pot ».

Mme FAYET note que les contributions de ses collègues n'étaient pas vraiment des questions, mais des points de vue exprimés. Elle pense que beaucoup de gens seraient d'accord avec Marie-Claude NOEL pour dire qu'il faudrait peut-être réformer les Domaines, mais elle ne croit pas que ce soit en leur pouvoir, en tous cas à court terme, et pour l'instant, on fait avec.

Elle indique ensuite, qu'on parle toujours à tort des constructions neuves, mais elle serait d'accord aussi avec Marie-Claude NOEL pour dire que la restructuration de la ville ancienne est un axe majeur, puisque c'est l'essentiel de leur patrimoine, et à ce titre, le PNRQAD est un projet central à tous points de vue, c'est-à-dire central géographiquement, mais aussi en termes de développement urbain pour l'agglomération.

Enfin, sur la question de la territorialisation et de la typologie qui vont ensemble, elle précise qu'on va faire un travail très fin, commune par commune, dans lequel il faudra regarder le logement et l'hébergement, puisqu'il y a un décret d'application qui est sorti pour la question de l'hébergement d'urgence, qui fixe à un logement pour 1000 habitants l'obligation des communes. Elle signale qu'il y a beaucoup de communes qui sont loin du compte, et qu'il faudra donc vraiment travailler cela conjointement, ainsi également que la typologie en fonction des revenus et en fonction des quartiers et des villes qui sont plus ou moins dotées en logements sociaux, de manière assez souple, pour répondre à Vincent MAURIN. Elle estime qu'on ne peut pas, avant d'avoir révisé le PLH, fixer les quotas, car dans ce cas, ce ne serait pas la peine de se concerter. Elle souligne que c'est dans ce travail de concertation avec les communes, les bailleurs sociaux, et les partenaires, que l'on arrivera à fixer une moyenne sur la Communauté Urbaine et, commune par commune, quartier par quartier, des typologies fines qui correspondront aux besoins, mais elle fait observer que c'est tout l'enjeu de la concertation qui démarre à partir de demain.

M. le Président Vincent FELTESSE souhaite apporter quelques précisions sur des dossiers qui vont beaucoup les occuper dans les mois à venir. Il rappelle qu'en 2009, ils ont passé beaucoup de temps sur les déplacements, et qu'ils vont en passer beaucoup en 2010 sur les questions de l'habitat, du logement, et du SCOT.

Tout d'abord, il rejoint en partie les interrogations de **C. DUPRAT** sur la coordination PLU, PDU, PLH. Il voit bien que c'est totalement logique, mais il relève bien, en tant que Maire, la difficulté qu'ils ont sur tel alinéa du PDU, qui conduit à des emprises de voirie qui sont très consommatrices d'espace, et il faut bien voir entre eux, s'ils intègrent les trois documents, pour que cela ne les lie pas complètement pour une période de 10 ou 15 ans. Il pense que chacun a en tête qu'on leur expliquait que le PLU allait être souple et réactif, mais les révisions mettent quand même un petit bout de temps.

Sur la question des chiffres, Il tient à redonner quelques ordres de grandeur. Il souligne que l'on est en train de renégocier la poursuite de la délégation des aides à la pierre avec l'État, comme ils en ont parlé lors du précédent Conseil. Il souligne que l'État, dans le premier courrier qu'il leur a envoyé au mois de janvier, fixait quand même un objectif de 2 800 logements PLAI et PLS, donc quelque chose qui est bien plus important que ce qu'ils font aujourd'hui. S'ils veulent tenir leurs ambitions sur une production annuelle de 8 à 9 000 par an, il fait observer que cela signifie que ce pourcentage de logement social est de l'ordre de 40% en moyenne, en sachant qu'un certain nombre de communes, notamment de la rive droite, ne peuvent pas avoir une augmentation de leur pourcentage de logement social. Il précise qu'il y a cette problématique où, entre leur volonté politique et l'application, il va falloir qu'ils articulent les choses assez rapidement, parce qu'il y a le temps administratif (révision, PLU, PLH, etc...), et on peut décider de monter en puissance plus rapidement dans les ZAC, dans les PAE, dans les contrats de co-développement. Il invite à se souvenir de ce qu'il a dit au dernier Conseil, à savoir qu'on a pris la peine, avec les bailleurs sociaux, de vérifier qu'ils étaient capables d'absorber une augmentation, si tant est qu'il y ait les financements. Il l'avait fait avec les promoteurs privés, et il signale qu'eux aussi pensent que l'on peut passer à des objectifs de production de 8 à 9 000 par an. Mais ensuite, il va falloir qu'ils se mettent en ordre de marche là-dessus, et il répète que c'est l'enjeu des mois qui viennent.

Il indique que dans cette augmentation de la production de logements, il y a ces trois tiers qui ne sont pas tout à fait équivalents. Il précise que sur le logement social, l'État leur dit aujourd'hui, à l'occasion de cette renégociation sur le PLH, qu'il flèche les crédits sur l'agglomération bordelaise, pour qu'ils aient les crédits nécessaires sur l'aide à la pierre sur le locatif social, peut-être pas à la hauteur de ce que l'on veut, mais pas très éloignés. Il n'a pas trop d'inquiétudes là-dessus, mais il y en a une vraie sur l'accession sociale à la propriété, où il y a des rumeurs de plus en plus fortes, et des propos de Benoît APPARU, disant que le prêt à taux zéro, le Pass Foncier, etc., seraient remis en cause, ce que tout le monde considère être comme une mauvaise chose. La vente du patrimoine HLM par an représente 4 à 5 000 logements, et il fait remarquer que ce n'est pas du tout cela qui va permettre de refinancer les circuits. Il considère que pour les jeunes ménages notamment, cela passe par là, et que c'est autour de cela qu'ils vont affiner les choses dans les mois qui viennent.

Ensuite, il y a la question de l'endroit où on devra produire ces logements, et il faudra à son avis, qu'on articule cela de manière forte avec les corridors de transports en commun, tram, bus à haut niveau de service, gare TER, etc. Lorsqu'il leur parlait de 200 ou 250 000

habitants supplémentaires, il souligne qu'il y a bien l'arc de développement, et le principe de développement autour des corridors TCSP, avec la contrepartie de la préservation, voire du renforcement, des espaces naturels sur l'agglomération bordelaise. Il rejoint Marie-Claude NOEL sur le fait que les logements ne doivent pas se faire en conquête des espaces naturels, mais en réutilisation d'espaces urbains. Il insiste sur le fait qu'avec les méthodes de négociation que l'on peut avoir avec le privé, comme on est en train de le faire avec les Bassins à Flot, on n'a pas forcément besoin de la maîtrise foncière, surtout en amont.

Mme CARTRON voudrait appeler l'attention sur un produit qui émerge, et qui s'appelle les « produits de logements sociaux transférables ». Elle indique que ce sont des logements qui sont présentés comme sociaux, qui bénéficient de mesures fiscales, et le sont dans le cadre de la règle des logements sociaux pour le plafonnement des loyers pendant 8 ans, et au bout de ces 8 ans, ils redeviennent des logements privés.

Elle précise être confrontée à cela, et signale qu'il y a un détournement sur des programmes où ils ont affirmé la volonté qu'il y ait 40% de logements sociaux, et où 20% sont traditionnels et 20% sont transférables et, au bout de 8 ans, reviendront dans le domaine privé. Elle souhaiterait qu'ils aient une réflexion, parce qu'elle assiste à un détournement là-dessus.

Puisqu'on aborde le sujet de la programmation, Mme FAYET se propose de donner en avant-première les chiffres que l'État doit leur confirmer la semaine prochaine au Conseil Régional de l'Habitat. Elle indique qu'il y aurait 22 M€ pour l'Aquitaine, dont un peu plus de 10 pour la Communauté Urbaine, ce qui signifie que celle-ci a été privilégiée par rapport à d'autres départements, au motif qu'ils représentent une zone tendue. Elle fait observer que 10 M€, c'est un peu moins que l'année dernière, malgré tout, avec des objectifs qui sont un petit peu plus importants, avec un objectif de 2 200 PLUS/PLAI dont 653 PLAI. C'est bien, c'est ambitieux, c'est beaucoup, mais elle souligne que l'État met un petit peu moins d'argent sur chaque opération, c'est-à-dire que pour les PLUS, ce serait 1 000 € au lieu de 1 500 €, et il y aura sans doute des bonus liés aux suites du plan de relance. Grosso modo, elle résume que c'est une priorité donnée à l'Aquitaine, mais un peu moins de financements que l'année dernière, et des objectifs légèrement supérieurs. Si le Conseil Général vote aujourd'hui une subvention aux PLAI, elle précise qu'on revient au débat de la dernière fois, et on devrait pouvoir y arriver.

M. le Président Vincent FELTESSE indique qu'il faudra que l'on continue les négociations avec l'État, parce que si la CUB remplit ses objectifs ou les dépasse, il faut qu'il puisse y avoir des transferts supplémentaires.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. ANZIANI P/ M. FREYGEFOND

2010/3/ 38 Exercice 2010 - Gestion de la Dette - Instruments de couverture du risque de taux - Autorisation -

M. GUICHARD estime que ce rapport confirme que la « liberté » donnée aux collectivités locales d'emprunter sur un marché financier mondialisé comporte bien des aspects négatifs, puisqu'il y a d'abord les dimensions aléatoires, à l'opposé des garanties et de la stabilité dont a besoin la gestion des collectivités. Il observe que cela conduit la Communauté, pour préserver au mieux ses intérêts, à s'entourer de consultants spécialisés, et à recourir à des assurances pour couvrir le risque de variation des taux, le risque étant largement aggravé par le retrait de la puissance publique dans le contrôle et la maîtrise des marchés financiers, ce qui a conduit à la crise financière et économique.

Il ajoute que cette situation conduit à s'interroger à juste titre dans le rapport sur, et il cite, « *le bénéfice que l'on peut tirer d'une bonne gestion des taux au regard des coûts supplémentaires, directs et indirects, en personnel, en matériel, en conseils et en assurances* ». Il considère que cette comparaison est nécessaire et doit être faite.

Par ailleurs, les élus Communistes et apparentés comprennent que pour réduire la dictature des marchés financiers, des collectivités s'engagent dans une mutualisation de réalisations de leurs emprunts, et c'est l'exemple du lancement d'une « émission obligataire cotée » sous l'égide de l'ACUF.

Mais il demande s'il faut « réinventer l'eau chaude », ou recréer un pôle public financier autour de la Caisse des Dépôts, de la Banque Postale, des Caisses d'Épargne et des banques coopératives et mutualistes, qui assurerait le financement des collectivités territoriales, dans les meilleures conditions et avec davantage de garanties.

Il indique qu'à ces remarques près, son groupe donne un avis positif aux propositions qui leur sont faites, et qui s'appuient sur la compétence de la direction financière, et la prudence qui accompagne leur gestion de la dette.

M. ANZIANI souligne que dès l'instant où l'on donne plus de pouvoirs aux collectivités locales, y compris en matière de contractualisation de prêts, il y a un risque et celui-ci leur appartient. Il pense qu'ils l'assument ici à la Communauté Urbaine, sous l'égide de Ludovic FREYGEFOND, dans des conditions de parfaite sécurité, et c'est simplement un mécanisme de sécurité qui s'ajoute à la vigilance des services.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. LABARDIN

2010/3/ 75 Analyse des résultats du PLU au regard de la satisfaction des besoins en logements

Mme NOËL pense que des points vont aussi être abordés tout à l'heure dans le cadre du SCOT. Elle rappelle être intervenue en Commission, parce qu'elle estime qu'il faut que l'on fasse vraiment un effort pour mieux appréhender le réalisé dans le cadre du PLU. Elle

considère qu'ils ont une assez mauvaise connaissance de la manière dont évoluent les zones et de leur niveau de remplissage, et qu'il faut établir un réel partenariat entre la Communauté Urbaine et les communes, pour que l'on arrive à beaucoup mieux cerner comment se fait la construction, dans quelle zone elle se fait, en zone urbaine ou en zone à urbaniser, si c'est de la construction diffuse ou dans le cadre d'opérations, si ce sont des individuels libres ou du petit collectif. Elle pense que cela peut être très facilement obtenu, parce que les communes savent très bien ce qu'elles construisent sur leur territoire. Elle constate que la CUB a du mal à faire un bon recensement à l'aide des statistiques qui sont très difficiles à utiliser, mais par contre, chaque commune sait exactement ce qui se passe sur son sol, et on pourrait arriver à une bien meilleure connaissance de la situation. Elle précise dire cela parce que c'est tout à fait essentiel dans le cadre du SCOT, et si on veut prendre les bonnes décisions dans le cadre du schéma de cohérence, il faut savoir exactement où on en est dans le cadre du PLU, et quelle est la déclinaison opérationnelle du SCOT.

Elle a noté quelques bonnes nouvelles dans ce bilan, et elle a retenu des chiffres qu'à 90%, la construction s'était établie sur les zones urbaines. C'est plutôt une bonne nouvelle pour elle, car cela veut dire que contrairement à ce que disait M. DUPRAT tout à l'heure, pour l'instant, les zones à urbaniser ont très peu été utilisées. En fait, elle relève que 10% de la construction seulement se serait établi sur ces zones à urbaniser, avec à peu près 1 500 logements, alors qu'il y avait un potentiel dans le cadre du PLU estimé à 12 000 logements, c'est-à-dire que l'on n'aurait consommé que 10% du potentiel. C'est assez porteur d'éléments positifs pour l'avenir, et elle pense que l'on peut examiner ces zones non encore développées avec une certaine tranquillité. Elle souligne que le discours qui a été tenu, c'est qu'on n'arrivait pas à répondre au besoin en logements. Or il est vrai que si l'on double le besoin estimé en logements, il va, pour le coup, bien falloir les mettre quelque part, mais néanmoins, elle a l'impression qu'on a réussi, en zone urbaine, à faire une urbanisation plus compacte qu'on ne l'avait prévue au départ, puisque, en zone urbaine au départ, on avait prévu 28 000 logements et donc, on en aurait déjà construit à peu près 15 000, dont la moitié sur les corridors. Elle déclare parler sous réserve, parce qu'elle regrette qu'ils n'aient pas des éléments d'analyse plus précis, mais elle a le sentiment qu'il y a encore de la place.

Elle termine en soulignant également l'intérêt qui a été soulevé dans le bilan, de maintenir des secteurs de mixité sociale, et des secteurs de diversité sociale qui ont produit des résultats intéressants, alors qu'au départ, personne ne voulait de ces secteurs.

M. LABARDIN lui répond qu'effectivement, les communes connaissent les typologies de constructions qui se réalisent, ne serait-ce que parce qu'ils les négocient directement avec les bailleurs. Il y a une question de recensement et de méthodologie qui se pose et qui, pense-t-il, devrait être aisément réglée.

Quant aux zones à urbaniser, il confirme qu'ils n'en ont que peu utilisé par rapport à ce qui était prévu comme devant être versé à l'urbanisation. Sans doute y a-t-il eu une forme de classement préventif dans l'attente de futures réalisations, et il croit que c'est un des enjeux du PLU que d'articuler le renforcement de l'habitat et celui des espaces naturels, et de ce point de vue, de procéder, commune par commune, à une reconsidération des zones à urbaniser, pour voir si elles ne devraient pas être, à leur tour, reversées dans les

zones naturelles, de façon à mieux travailler sur la question des contrastes entre l'habitat et la trame naturelle.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. LABARDIN

2010/3/ 76 Révision du SCOT - Les priorités de la CUB - Adoption

M. le Président Vincent FELTESSE estime qu'au début, il n'y avait pas beaucoup d'appropriation des enjeux du SCOT de la part de la CUB, mais que ces derniers mois, on a davantage structuré les choses, grâce à tous ses collègues, quelle que soit leur sensibilité.

M. HURMIC indique que les Verts approuvent les priorités affichées par la CUB, même s'ils souhaitent que sur un certain nombre de secteurs, la Communauté soit encore plus offensive que la lecture du document d'aujourd'hui ne le laisse entendre.

Ils approuvent, naturellement, la première priorité qui consiste à renforcer la dynamique d'accueil démographique de la métropole, et à cet égard, ils aimeraient également pouvoir avoir connaissance des objectifs démographiques fixés dans les autres SCOT de la Gironde et de l'Aquitaine. Il estime qu'il serait intéressant d'en avoir connaissance pour se faire une idée de la concurrence que se livrent actuellement les différentes agglomérations du Département et de la Région, tout en sachant que toutes les agglomérations se fixent des objectifs de dynamisme démographique comparables aux leurs, et il serait intéressant, à son sens, de voir où ils en sont. Il pense à l'agglomération du Bassin d'Arcachon qui travaille à des objectifs extrêmement ambitieux sur ce terrain là, et il a envie de dire, un peu concurrentiels, sans doute, avec les leurs.

Concernant la deuxième priorité qui concerne les risques naturels et technologiques, il note qu'il est prévu que le SCOT devra conditionner les ouvertures à l'urbanisation en zones inondables, moyennant des protections et des compensations nouvelles, et ce, à l'échelle de l'estuaire. Il précise que les Verts considèrent qu'on pourrait aller plus loin, car ils savent déjà que le PPRI de l'agglomération est dérogatoire par rapport au cadre législatif, dans la mesure où ce PPRI privilégie beaucoup l'existence des protections, et on a vu encore récemment, la limite des solutions techniques. Ils pensent que la meilleure façon de lutter contre les inondations en zones inondables, c'est bien entendu d'éviter d'exposer les populations au risque inondations. Il avoue ne pas être persuadé d'être totalement en phase, en disant cela, avec M. le Maire de St Aubin lorsqu'il leur disait que des terrains devenaient, par magie, inconstructibles à l'occasion des PPRI et des PPRIF, estimant que ce n'est pas par magie, c'est par souci de protection des populations, ce qui est tout, sauf de la magie. C'est, à son avis, un devoir qu'ils doivent aux populations de ne pas compter uniquement sur des solutions techniques pour limiter le risque, mais pour éviter à tout prix que de telles zones puissent être constructibles. Il indique avoir été assez d'accord avec l'expression de **M. le Président** tout à l'heure, lorsque celui-ci a dit que le logement devait principalement privilégier la réutilisation des espaces urbains, car il pense que c'est une bonne formulation, et ils ne seraient pas hostiles à ce que cela soit même transcrit à l'intérieur des objectifs de leur SCOT. Il considère que c'est une priorité qu'ils

doivent s'assigner en remplacement de toute autre digression sur des zones naturelles qui, par magie, devraient devenir constructibles.

Puis il en vient à la priorité affichée qui concerne l'utilisation des infrastructures et des services de mobilité. Il leur est indiqué que le SCOT doit viser à assurer le développement de l'agglomération sans programmer d'augmentation importante de nouvelles infrastructures routières, et il demande ce que sont des infrastructures importantes et à partir de quand une augmentation est importante. Selon lui, s'ils se contentent de cette rédaction, c'est la porte ouverte à toute augmentation qui sera toujours jugée comme pas suffisamment importante pour être envisagée. Ils considèrent que la formulation est beaucoup trop « molle », et que le SCOT devrait afficher l'objectif de ne pas programmer de nouvelles infrastructures routières, compte tenu de l'importance du réseau existant et des efforts réalisés pour favoriser le report modal. En disant cela, il estime ne rien dire d'extravagant, puisque c'est la formulation du Grenelle de l'Environnement. Leur SCOT se veut exemplaire ou « grenello-compatible », et il pense que la moindre des choses serait de reprendre la formulation du Grenelle en n'étant pas en dessous de ce type d'exigence, comme la rédaction qu'il vient d'évoquer pourrait le laisser entendre.

Il souhaite également dire en conclusion, que les Verts souhaitent un discours beaucoup plus offensif sur les trames vertes et bleues à instaurer. Il trouve qu'on passe rapidement là-dessus, et il pense qu'il faut être beaucoup plus catégorique et offensif sur cette nécessité de trames vertes et bleues à instaurer dans notre agglomération.

Il termine en indiquant que les Verts considèrent qu'il y a des priorités annoncées et des affichages intéressants en matière de recentrage et de densification de l'urbanisation qu'ils approuvent totalement, mais ils estiment néanmoins qu'il y a encore quelques insuffisances en ce qui concerne les milieux, les ressources naturelles, et le risque inondations.

M. PUJOL entend intervenir sur les objectifs contenus dans le rapport qui leur est proposé car, comme on s'en doute, il a quelques éléments d'appréciation qui diffèrent sur un certain nombre de points évoqués dans cette délibération.

S'il est d'accord sur le renforcement de la dynamique de l'accueil démographique de la métropole, il ne faut jamais oublier à son avis, les principes définis un peu plus loin dans le rapport qui sont de rapprocher au mieux le travail du domicile, d'éviter l'étalement urbain, d'assurer la fluidité des déplacements et, bien évidemment, de fournir les meilleurs services aux habitants. Or, il semblerait que dans cette approche, il y aurait, d'une part, des zones majeures de développement économique, dont il y est reconnu qu'il est essentiel à la création de richesses, et d'autre part, des zones d'accueil du logement. En d'autres termes, il considère qu'il y aurait, d'une part, des communes qui renforceraient leurs richesses en étant le support du dynamisme économique, et il rappelle en ce sens que l'entreprise n'apporte pas qu'une taxe professionnelle, mais qu'elle apporte également une taxe foncière qui vient enrichir les bases fiscales communales, donc la richesse communale. Il tenait à faire cette précision, car il entend trop souvent des contrevérités sur ce sujet, et, de plus, l'accueil d'entreprises génère très peu de demandes de services publics de proximité. Il poursuit qu'il y aurait, d'autre part, des communes qui accueilleraient les logements, donc les habitants, celles que l'on qualifie déjà de communes dortoirs, qui auraient à produire un maximum de services publics, écoles,

crèches, centres de loisirs, gymnases, terrains de grands jeux, etc., sans connaître un apport fiscal suffisant pour répondre correctement aux attentes.

Il reconnaît que l'on est donc là dans la poursuite de ce qui existe déjà aujourd'hui, l'existence de deux catégories de villes, celles qui sont riches et celles qui sont pauvres, les deux continuant d'exister sans trop de solidarité, avec d'un côté, celles qui auraient donc des capacités financières supplémentaires pour améliorer et amplifier leurs services publics, à comparer à celles qui auraient beaucoup de besoins en la matière et beaucoup moins de moyens. Il ajoute des villes où le monde économique, par l'intermédiaire de la taxe foncière, permettrait de financer une partie des coûts de services publics et d'autres où les habitants devaient faire face à l'intégralité du coût du service public.

Il lui semble que ceci est à creuser pour éviter les iniquités du système. Mais ce n'est pas tout, insiste-t-il, car, comme il est dit dans ce rapport, il faut faire évoluer les occupations des sols au regard de l'évolution des aléas, que ce soit le risque inondations, le risque incendies de forêts, les risques industriels, mais on y rajoute également les nuisances induites par les infrastructures. Ceci étant, pour certaines communes, il pense qu'on pourrait prendre déjà une grande règle et les rayer de la carte, car il en connaît qui sont soumises, d'une part au risque inondations, à l'existence de zones naturelles importantes, de zones Natura 2000, à la traversée de part en part d'une autoroute, et perpendiculairement d'une rocade et, qui plus est, d'une gare de triage dont certains wagons sont pleins de matières dangereuses. Mais il souligne que ce n'est pas fini puisque, certainement, une infrastructure supplémentaire va y traverser des zones d'habitat, et il s'agirait, à ce que l'on dit, d'une ligne à grande vitesse, donc des nuisances supplémentaires pour les habitants à proximité qui devront, de plus, supporter une augmentation du trafic trains express régionaux, moyen de transport qui permet à des personnes habitant loin des lieux d'emploi de rejoindre la Communauté Urbaine où ils ont leur emploi. Mais il pense que peut-être certains ici croient que de telles situations n'existent pas. Il demande à M. le Président de lui indiquer quelles sont les retombées fiscales pour la ville qui subit de telles nuisances au profit de celles qui détiennent la richesse économique, et lui annonce que c'est aucune. Il fait observer qu'il n'y a aucune retombée fiscale, seulement les nuisances, mais que c'est sûrement naturel. En fait, en citant ce mot, il se dit qu'il y a peut-être l'idée développée de transformer le territoire urbanisé de cette ville en territoire naturel, et invite à vite afficher cela afin que chacun puisse en prendre conscience.

Il note qu'il est aussi proposé d'organiser l'accueil des activités logistiques indispensables au bon approvisionnement des habitants et des entreprises de l'agglomération, et indique qu'un site d'intérêt métropolitain, dédié à la liaison transport ferroviaire/transport routier, est au point mort depuis plusieurs années. Il sait que ce n'est pas un manque de volonté de la part de M. le Président, car ils se heurtent là au pouvoir de RFF, qui fait ce qu'il veut et fait traîner ce dossier en longueur sur le dos du développement des territoires dont il sollicite, par ailleurs, de lourdes participations financières dans le cadre de projets grande vitesse. Il souligne que comme eux sont très gentils, ils répondent toujours positivement aux demandes de RFF, mais qu'en échange, celui-ci ignorent les leurs.

Aussi estime-t-il qu'il ne suffit plus d'écrire, dans un document, une suite de bonnes intentions et de développer une philosophie attrayante qui ne verra jamais le jour, mais il faut mettre tout son poids dans l'obtention d'un juste retour des efforts consentis. Il relève que M. le Président prône l'optimisation des infrastructures et des services de mobilité,

qu'il précise que le réseau de voies rapides principal est fortement saturé, cela malgré le transfert modal, mais il projette pourtant une agglomération en pleine expansion démographique de plus de 200 à 300 000 habitants, soit 1/3 de population de plus au minimum. Il lui demande s'il pense sincèrement qu'ils auront réalisé un véritable réseau de transports en commun susceptible de déplacer toute cette population dans le même délai? A son avis, il n'y a qu'à regarder à quelle vitesse on avance aujourd'hui dans le développement des infrastructures, pour savoir que ce ne sera pas le cas, malgré tous les efforts produits pour aller vite et le plus vite possible, car il y aura donc inévitablement, qu'on le veuille ou non, plus de véhicules légers sur les voies déjà saturées. Mais ce n'est pas le plus important, souligne-t-il, car la mise à 2 fois 3 voies de la rocade ne résoudra pas sa saturation annoncée dans les toutes prochaines années, ne serait-ce que par l'augmentation du transport fret routier qui va induire un doublement du nombre de poids lourds traversant l'agglomération d'ici 2020. Il considère que l'on se leurre encore sur un grand contournement ferroviaire dont on n'ose même pas proposer un futur fuseau, et dont tout le monde sait qu'entre la décision, quand elle viendra, peut-être à la St Glin-glin ajoute-t-il, et la réalisation, il se passera plusieurs années, bien au-delà d'un horizon raisonnable. Il croit qu'on se leurre de penser que dans les conditions actuelles de déplacement du fret ferroviaire (17 km/h de moyenne), les clients potentiels vont se précipiter vers ce moyen de transport. Enfin, il estime qu'on se leurre encore de croire que tant qu'il n'y a pas une vraie politique nationale de transport du fret, il pourrait être changé quelque chose à ce qui est inéluctable, c'est-à-dire la saturation de la rocade bordelaise par l'explosion de la circulation des poids lourds.

Cependant, il indique avoir bien compris qu'il ne faut pas dire tout fort ce que beaucoup pensent tout bas. Pourtant, il va le faire, et dire que pour éviter la congestion de notre agglomération, il faut un grand contournement autoroutier associé à un grand contournement ferroviaire. La population de la Communauté Urbaine qui subit aujourd'hui les nuisances actuelles et qui en connaîtra de pires demain, pourra leur dire qu'ils ont fui leurs responsabilités, et il pense qu'elle aura raison, mais il sera trop tard. Il souligne qu'il est bien de toujours se comparer à d'autres agglomérations, et incite à en retenir aussi les bonnes décisions.

Il conclut en indiquant que ce sont les raisons pour lesquelles il s'abstiendra sur ces propositions qui, pour l'instant, ne lui paraissent pas pouvoir régler les iniquités existant entre les villes, ni les problèmes des déplacements, ni la réduction de l'étalement urbain.

Mme NOËL ne sait même pas si elle doit répondre à **M. PUJOL** parce qu'on est, lui semble-t-il, un brin dans la caricature, et il y a des contradictions à tous les étages. Elle observe qu'en même temps, celui-ci dit que les infrastructures segmentent le territoire, qu'on se trouve dans une commune où on est totalement segmenté, et par ailleurs, il demande de nouvelles infrastructures. Elle pense qu'elles vont tout autant segmenter les espaces. Son collègue a développé une vision qui lui paraît extrêmement « communo-communale », c'est-à-dire qu'à un moment donné, il y a des équilibres à établir au niveau de l'agglomération. Sur la question économique, elle a dû mal entendre son propos, parce qu'elle a compris qu'il raisonnait comme si on allait continuer à développer, sans jamais s'arrêter, des zones monofonctionnelles où il n'y aurait que de l'activité. Elle croit que ce pourquoi ils militent, c'est pour un développement économique diffus sur l'entièreté du territoire. Elle ne voit pas pourquoi il regrette de ne pas avoir la zone commerciale, alors

que l'idée, c'est précisément qu'on investisse dans les zones urbaines de l'économie, pas de l'économie lourde, mais elle ne pense pas que ce soit celle-là qu'il demande.

Elle continue à dire qu'il y a quand même une confusion entre ce qui est appelé le « canevas vert » sous l'appellation duquel on intègre l'agriculture qui, à son avis, n'est pas du tout un « canevas vert », mais un espace de production, la forêt qui est un milieu créé, les espaces de loisirs, parcs urbains et enfin, ce qui est à son sens, de fait, la trame verte et bleue qu'évoquait Pierre HURMIC, c'est-à-dire les corridors écologiques. Elle estime qu'il ne faut pas mélanger tout cela et quand elle lit la phrase : « *Un canevas vert qui irriguera tout le territoire métropolitain selon des trames adaptées aux urbanisations existantes* », elle est désolée, car une trame biologique n'est pas adaptée aux urbanisations existantes. Elle souligne que c'est l'urbanisation à venir qui s'adapte à la trame écologique, et il faut dire que c'est une valeur en soi.

Elle note qu'il est aussi proposé une proportion limite des espaces naturels, agricoles et forestiers qui devra être considérée comme un minimum à long terme. Elle pense que cela mérite d'être précisé, parce que ce n'est pas clair, mais elle invite à faire très attention, parce que si on fixe un minimum, on va vite se dépêcher à tendre vers le minimum, et quand on l'aura atteint, on s'arrêtera. Elle pense qu'il ne faut pas aller à minima, et cela ne lui paraît pas clairement exprimé.

M. LABARDIN indique d'abord que sur la question de la concurrence avec les territoires extérieurs, il y a eu en effet des effets concurrentiels, essentiellement sur le hors SCOT, puisque les autres intercommunalités ont été plutôt raisonnables sur le SCOT. Il croit cependant qu'au-delà des chiffres, il faut travailler sur la question de l'attractivité, et non pas sur celle de la censure de ce que font les autres. Il pense que c'est à eux de trouver la bonne attractivité pour donner envie aux populations de venir résider sur la Communauté Urbaine.

En ce qui concerne le développement des grandes voiries structurantes qui ne sont pas à l'ordre du jour, il souligne qu'il ne faut pas oublier la nécessité de desservir les nouveaux secteurs d'habitat, et, de ce point de vue, ce n'est pas faire offense aux principes du développement durable que d'avoir des voiries de desserte là où elles sont nécessaires.

Sur ce que sont les trames vertes et les trames bleues, au-delà de la sémantique et des affichages, il indique que la réalité les attend sur le terrain, et notamment lors de la révision du PLU, pour savoir ce qu'ils feront commune par commune, pour identifier ces trames, les valoriser, les reconquérir le cas échéant, et leur donner du sens, et de ce point de vue, la question de l'agriculture qui a été évoquée, c'est de la production certes, mais c'est aussi du paysage. Il estime que de telles activités sont constitutives d'un paysage urbain qui ne se réduit pas à de la nature, mais qui y participe.

Au sujet de ce qu'a dit Patrick PUJOL, il considère qu'on peut réfléchir en dualité entre l'économie intégrée sur les territoires et l'économie agrégée sur certains secteurs, autrement dit articulée à la diversité des territoires, mais aussi à la qualification de certains territoires qui sont déjà qualifiés d'un fort point de vue économique, et qui, ne serait-ce que par la disponibilité des terrains, peuvent l'être davantage ou ne pas l'être. Il signale que c'est le cas notamment de sa commune qui ne dispose pas, aujourd'hui, de terrains à vocation économique, et donc, sans en faire une réserve naturelle, les autres leviers sont

plutôt sur le renouvellement urbain et l'habitat. Enfin, en ce qui concerne la question des transports, il pense qu'ils sont bien d'accord sur le fait que la saturation durable, et en accroissement, de la rocade rend les choses tout à fait insupportables. Il trouve qu'il n'est pas normal aujourd'hui, qu'un ménage mette entre 1 h et 1 h 30 sur la rocade pour aller travailler d'un bout à l'autre de l'agglomération, et on sait que la situation ne va pas s'améliorer. Donc, les leviers à long terme ne sont pas mobilisables de suite, notamment sur des contournements, et il estime que c'est sans doute la vitesse à laquelle ils iront sur le maillage de TCSP en alternative à la circulation sur la rocade, qui pourra apporter une amorce de solution.

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ
MM. FLORIAN, GUICHEBAROU,
POIGNONEC et PUJOL s'abstiennent

M. LABARDIN

2010/3/ 77 Le Taillan Médoc - Élaboration du règlement local de publicité - Représentation de la Communauté Urbaine de Bordeaux au sein du groupe de travail - Désignation

M. le Président Vincent FELTESSE ayant obtenu l'accord unanime du Conseil pour qu'il soit procédé à un vote à mains levées, propose que le représentant titulaire soit Jacques GUICHOUX et le suppléant Jacques MANGON.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
ont été désignés :
Titulaire: M. GUICHOUX
Suppléant : M. MANGON

M. OLIVIER

2010/3/ 78 BP 3000 - Modification des grilles tarifaires

AFFAIRE RETIRÉE

Mme ISTE P/ M. SEUROT

2010/3/ 83 Création d'un poste d'Architecte Urbaniste Conseil - Décision

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. TURON

2010/3/ 96 Le Haillan - Source de Bussac - Définition des conditions et modalités d'exploitation - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. TURON

2010/3/ 98 Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies - Mise en place d'un groupe de travail sur une analyse comparative des services d'eau potable portant sur les données des exercices 2008 et 2009 - Conventions - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. le Président Vincent FELTESSE lève la séance à 13h30.

Le Secrétaire de séance

M. Patrick PUJOL